

# L'Algérie au carrefour de la géopolitique et de la transition énergétique

SAID DEMMANE



QUAND L'EAU MANQUE ET DÉBORDE À LA FOIS

## Repenser nos territoires avant la rupture

ELHABIB BEN AMARA

**L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ALGÉRIENNE**  
**Un levier de développement et un facteur de cohésion nationale, plutôt qu'un obstacle au progrès !** **CHERIF ALI**



# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

## Le secret de «la guerre secrète entre la France et l'Algérie»

YUCEF BENZATAT



**QUAND LE MAROC S'ALLIE AUX SIONISTES**  
**Test stratégique pour l'Algérie**

KHALED CHEBLI



**TAÏWAN, LA CHINE ET L'EUROPE**  
**Quand la géopolitique frappe à la porte**

SALAH LAKOUES

**■ Livres: plume(s) et vérité(s)... assassinée(s)**

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

P 4 à 9



## Ghaza Nouveaux bombardements à Khan Younes

**Mercredi, 110<sup>e</sup> jour du cessez-le-feu, Israël continue ses violations de l'accord de Charm Al-Cheikh, faisant des centaines martyrs et davantage de blessés depuis la signature du « plan de paix », dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.**

Mohamed Mehdi

L'occupation israélienne intensifie ses bombardements et ses attaques visant des civils dans plusieurs régions de Ghaza. Les attaques menées mardi ont fait 10 nouvelles victimes, dont 4 martyrs et 6 blessés, indique le rapport statistique du ministère de la Santé publié hier.

Le bilan des victimes des massacres israéliens, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025, passe à 492 martyrs et 1.356 blessés, alors que le nombre de corps de martyrs exhumés des décombres est de 715. Quant au nombre cumulé des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, il passe à 71.667 martyrs et 171.434 blessés.

Hier, l'artillerie et l'aviation israéliennes ont pilonné plusieurs régions de la bande de Ghaza, ignorant le cessez-le-feu, avec une évidente complicité des États-Unis, malgré l'annonce du début de la 2<sup>e</sup> phase de l'accord.

Al Jazeera English (AJE) a rapporté, que mercredi à l'aube, des bombardements et des tirs nourris de chars israéliens ont ciblé des zones à l'est de la ville de Khan Younes, dans le sud de l'enclave. Des avions de chasse ont mené trois raids aériens sur des maisons évacuées à l'est de la ville de Deir el-Balah, dans le centre de Ghaza, dans une zone sous contrôle militaire israélien. Au nord, des sources locales ont indiqué à AJE qu'au moins deux explosions ont eu lieu alors que l'armée procédait à des démolitions à Jabalia, tandis que l'artillerie bombardait des quartiers à l'est de la ville de Ghaza.

### NÉGLIGENCE DÉLIBÉRÉE DE LA SANTÉ DES DÉTENUS DANS LES GEÔLES SIONISTES

La Commission des affaires des détenus a publié, hier, des témoignages de prisonniers, suite à une série de visites de son équipe juridique dans plusieurs prisons israéliennes qui a pu constater de visu les conditions de détention déplorables et la négligence médicale délibérée.

«Des détenus de la prison d'Ofar ont rapporté être victimes de négligence médicale systématique, notamment des retards délibérés dans l'administration des soins nécessaires, le refus d'examen médicaux réguliers et le manque des produits de première nécessité, tels que des vêtements et des couvertures», lit-on dans le communiqué. À la prison de Gilboa, les détenus ont également fait état de «négligence médicale et de pénurie de médicaments», ajoute la même source, citant le cas d'Ubaidat Ahmad Samara, 43 ans, qui «souffre de la gale, de douleurs rénales chroniques et intenses, et d'une importante per-

te auditive», qui se voit «interdit d'accès au traitement par l'administration pénitentiaire, ou de transfert dans un établissement médical spécialisé».

Dans le pénitencier de Damon, les prisonnières palestiniennes ont confirmé, de leur côté, des conditions «tout aussi déplorables», dont celles d'être «contraintes de dormir à même le sol en raison d'une grave pénurie de lits», sans compter «la nourriture de mauvaise qualité» et la limitation drastique du temps de promenade dans la cour. «De plus, elles sont soumises à des fouilles quotidiennes fréquentes et humiliantes, qui constituent une violation flagrante de leurs droits et de leur dignité humaine», ajoute le communiqué. La Commission a souligné qu'elle poursuivra ses actions juridiques aux niveaux local et international, appelant les organisations internationales de défense des droits humains et humanitaires à intervenir d'urgence et à faire pression sur Israël pour qu'il mette fin à ces politiques dangereuses contre les prisonniers palestiniens.

### TOUJOURS PAS D'ACCÈS DE LA PRESSE ÉTRANGÈRE À GHAZA

Dans un communiqué rendu public mercredi, l'Association de la presse étrangère (FPA, acronyme en anglais) s'est dit «profondément déçue que la Cour suprême israélienne ait une nouvelle fois reporté sa décision concernant notre requête pour un accès libre et indépendant de la presse à Ghaza». «Plus inquiétant encore», ajoute le communiqué de la FPA, «la Cour semble avoir été influencée par les arguments de sécurité classifiés de l'État, présentés à huis clos et sans la présence des avocats de l'Association». L'Association de la presse étrangère considère que cette «procédure opaque» ne lui «permet pas de réfuter ces arguments», en plus d'ouvrir la voie «au maintien d'une fermeture arbitraire et illimitée de Ghaza aux journalistes étrangers». «Comme nos avocats l'ont plaidé devant la Cour lundi, aucun argument de sécurité ne justifie l'interdiction générale imposée par Israël à l'accès indépendant des journalistes étrangers à Ghaza», ajoute la FPA qui en veut pour preuve que «les travailleurs humanitaires et d'autres responsables sont autorisés à s'y rendre». Considérant que «le droit du public à l'information ne saurait être relégué au second plan», l'Association de la presse étrangère «exhorte la Cour à reconsidérer sa décision» et «souligne l'urgence d'un accès libre et indépendant à Ghaza, à l'heure où la situation connaît des bouleversements considérables et des conséquences majeures pour les centaines de millions de lecteurs, téléspectateurs et auditeurs que les journalistes de la FPA informent», conclut le communiqué.

## Communication Réunion Bouamama-responsables de sites d'information électroniques

Le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, a présidé, mardi au siège du ministère, une réunion de travail avec des responsables de sites d'information électroniques agréés, dans le cadre du dialogue avec les acteurs du secteur et de l'écoute de leurs préoccupations professionnelles, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la série de rencontres menées par le ministre avec les responsables des médias nationaux, tous supports confondus, pour ouvrir des canaux de dialogue avec les acteurs du secteur, écouter leurs préoccupations professionnelles et échanger avec eux sur plusieurs dossiers pertinents, précise-t-on de même source. A cette occasion, M. Bouamama a exprimé "sa consi-

dération et sa fierté pour le travail considérable accompli par les sites d'information électroniques dans la défense du pays et la mise en avant des efforts déployés par les institutions de l'Etat pour appuyer le développement dans divers domaines", les invitant à "accompagner les grands projets en cours de réalisation en vue de conforter la place de l'Algérie aux plans régional et international et d'ouvrir des perspectives plus larges pour son économie".

De leur côté, les participants ont salué "l'accompagnement par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de la presse électronique en Algérie, à travers la promulgation de lois permettant son organisation et la mise à disposition d'un soutien financier garantissant sa pérennité". Cette ren-

contre a été une occasion pour "mettre en avant les rôles majeurs que jouent les médias nationaux dans la bataille de la conscience que mène l'Algérie depuis une position de force, armée de la conscience de son peuple, qui soutient les institutions face aux campagnes orchestrées de l'extérieur dans une tentative veine d'influer sur le front intérieur", souligne le communiqué. Au terme de la rencontre, le ministre a insisté sur "la responsabilité qui incombe aux médias électroniques dans l'édification d'un système médiatique solide et cohérent, permettant aux Algériens d'accéder à une information fiable en temps opportun et agissant efficacement pour contrer les discours de désinformation et les infox", conclut la même source.

## ANALYSE

Mustapha Aggoun

Ce qui se joue aujourd'hui n'est plus de l'information, et il faut avoir le courage de le dire sans détour. Ce qui se déploie sur certains plateaux français, et en particulier sur ceux de France 2 et CNWES, ne relève plus du journalisme mais d'un affrontement idéologique assumé, d'une guerre symbolique menée contre l'Algérie, sa souveraineté, sa mémoire et sa dignité. Nous ne sommes plus face à des opinions divergentes ni à des lectures critiques, mais face à une entreprise de dénigrement méthodique où la haine s'est substituée à l'analyse et où l'hostilité a remplacé toute exigence de vérité.

«France 2», chaîne publique financée par l'argent des citoyens, n'a pas trébuché par erreur ni cédé à l'improvisation. Elle a décidé. Décidé de renoncer à la neutralité qui fonde le service public, d'abandonner l'éthique qui légitime le journalisme, et de piétiner le droit qui devrait en être la limite infranchissable. En ouvrant son antenne à un individu recherché par la justice, classé terroriste, en fuite, dépourvu de toute légitimité politique et morale, elle n'a pas informé : elle a scénarisé. Elle n'a pas éclairé : elle a orienté. Et lorsque cet individu a pu proférer une insulte publique contre le président de la République algérienne, sans interruption, sans contradiction, sans rappel à la loi, 'France 2' n'a pas protégé la liberté d'expression, elle a mis en scène une dérive et assumé la violence. Ce silence de plateau face à un voyou invité, ce silence calculé, est plus parlant que tous les discours. Il signifie l'acceptation. Il signifie la complicité. Il signifie que, dans cette séquence, l'Algérie était une cible. Or cela n'est ni anodin ni isolé. Cet épisode s'inscrit dans une dynamique plus large, plus ancienne, plus sournoise : une campagne médiatique persistante contre l'Algérie, où l'on accumule les amalgames, où l'on recycle les mêmes narratifs hostiles, où l'on convoque les profils les plus douteux, dès lors

### Un voyou à l'antenne, l'éthique en fuite

qu'ils servent une ligne éditoriale agressive.

Ce qui dérange profondément, ce n'est pas un gouvernement ni une décision ponctuelle. Ce qui dérange, c'est

une Algérie qui ne s'aligne plus, qui ne se justifie plus, qui ne s'excuse plus d'exister. C'est une Algérie qui parle de mémoire quand d'autres exigent l'oubli, qui affirme sa souveraineté quand on attend la docilité, qui refuse l'injonction permanente à la repentance inversée. Incapables de répondre politiquement à cette réalité, certains médias ont choisi la diffamation comme substitut au débat. La loi française elle-même est pourtant claire. L'injure publique envers un chef d'État étranger constitue un délit. Mais lorsque la cible est l'Algérie, les règles semblent soudain facultatives, la déontologie devient flexible et le droit une variable d'ajustement. Cette dérive n'est pas une simple faute professionnelle : c'est une faille morale du service public français, un aveu de faiblesse politique déguisé en liberté de ton. Qu'on ne se méprenne pas : ce n'est pas l'Algérie qui sort affaiblie de cette séquence. C'est le journalisme français qui se dévoile dans ce qu'il a de plus inquiétant, lorsqu'il renonce à informer pour attaquer, lorsqu'il préfère salir plutôt que comprendre, lorsqu'il transforme la liberté d'expression en instrument de haine. En croyant juger l'Algérie, France 2 s'est jugée elle-même.

Ce texte n'appelle ni à la vengeance ni à la haine. Il appelle à la lucidité et à la parole debout. Car se taire face à cette guerre symbolique, c'est l'accepter. L'Algérie n'est pas en procès. Elle est en résistance intellectuelle et morale. Elle n'a pas à demander la permission d'être souveraine, ni à tolérer d'être insultée sur les plateaux d'un État étranger au nom d'un journalisme dévoyé. La vérité est simple, et c'est précisément pour cela qu'elle dérange : l'Algérie est libre. Et cette liberté, assumée, dérange encore ceux qui n'ont jamais accepté qu'elle le soit vraiment.

## Mourad Belkhelfa, nouveau DG par intérim du Groupe Saidal

Le professeur Mourad Belkhelfa a été installé, mercredi à Alger, en qualité de directeur général par intérim du Groupe Saidal, en remplacement de Mme Nabila Benygzer, a indiqué un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique.

M. Belkhelfa est titulaire de plusieurs diplômes supérieurs dans le domaine des sciences biologiques et de la biotechnologie, ainsi que d'un magistère en biotechnologie, précise le communiqué.

Il a également occupé le poste de

conseiller scientifique et de chef de projets scientifiques au sein du Groupe Saidal, outre plusieurs hautes fonctions dans les domaines de l'enseignement, de la recherche scientifique et du développement industriel, ajoute le communiqué.

## Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

### Direction - Administration

#### Rédaction

63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21  
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)

[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
E-mail : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



## Des dégâts mineurs enregistrés Des mesures exceptionnelles face aux vents violents



M. Aziza

La situation météorologique exceptionnelle que connaît notre pays, marquée par de fortes pluies, de violents vents atteignant les 120 km/h et une très forte houle touchant les wilayas du nord du pays, dans les régions de l'Ouest, du Centre et de l'Est, a contraint les pouvoirs publics à adopter une série de mesures préventives afin de préserver les vies humaines et limiter, autant que possible, les dégâts matériels. Face à cette alerte météorologique émises par l'Office national de météorologie l'ONM, le ministère de l'Educaton a décidé de suspendre les cours à tous les niveaux d'enseignement dans 41 wilayas, en raison de vents violents atteignant jusqu'à 120 km/h.

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a annoncé, pour sa part, la suspension des cours d'enseignement coranique, tous niveaux confondus, pour les journées de mercredi et jeudi dans les wilayas concernées par ces conditions climatiques défavorables. C'est aussi le cas pour les activités sportives qui ont été pratiquement suspendues. Bien que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique n'a pas officiellement décidé la suspension des cours, certaines universités à l'instar de l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB) ont procédé au report des examens programmés pour mercredi et jeudi. Par ailleurs, plusieurs entreprises, notamment du secteur privé, ont autorisé leurs employés à quitter leurs postes dès l'après-midi de mercredi dernier, par mesure de précaution. De leur côté, les services de la wilaya d'Alger ont annoncé la fermeture temporaire de l'ensemble des espaces forestiers et des parcs publics pour les journées de mercredi et jeudi.

Sur le plan des transports, la compagnie nationale Air Algérie a annoncé, mardi dans un communiqué, l'annulation de plusieurs vols programmés pour mercredi à partir de 14h00, en raison des perturbations météorologiques enregistrées. De son côté, l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs a également fait état du report de certaines traversées.

Ainsi, la traversée Skikda-Marseille, initialement prévue pour le jeudi 29 janvier, a été reportée au vendredi 30 janvier, avec des opérations d'enregistrement prévues de 08h00 à 13h00. Quant à la traversée Marseille-Oran, programmée initialement pour le samedi 31 janvier, elle a été reportée au dimanche 1<sup>er</sup> février, avec des enregistrements de 06h00 à 10h00. L'entreprise a ainsi invité l'ensemble des passagers concernés à prendre les dispositions nécessaires et à se présenter aux ports d'embarquement dans les délais fixés afin de finaliser les formalités de voyage. S'agissant du premier bilan des interventions, arrêté hier à 15 heures, la Direction générale de la Protection civile a fait état de 12 interventions, enregistrant plusieurs incidents matériels sans pertes humaines.

Dans la wilaya de Chlef, commune de Benaïria, l'effondrement d'un mur de clôture d'une habitation individuelle a été enregistré au quartier Chahid Ahmed Nassaf. Dans la wilaya d'Alger, commune de Dely Ibrahim, l'inclinaison d'un arbre sur des câbles électriques au quartier Ain Allah a été signalée, sans dégâts humains. À Tissemsilt, dans la commune de Sidi Slimane, un glissement de terrain a affecté le mur d'une habitation rurale au lieu-dit Douar El Mahaynia. Dans la wilaya de Skikda, commune d'Ouled Attia, la chute d'un arbre sur une route secondaire au lieu-dit Ben Gana a été enregistrée, ainsi que la chute d'un autre arbre sur un immeuble au lieu-dit Boualaghaz, sans faire de victimes. Dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, la chute d'un câble électrique a été signalée dans la commune du chef-lieu de wilaya, au lieu-dit Zaghmouni Mohamed, sans pertes humaines. D'autres interventions relatives à des chutes d'arbres et inclinaison de poteaux électriques ont été enregistrées à Tizi Ouzou, Tipaza et à Blida.

La vigilance est toujours de mise car les services météorologiques annoncent des pluies orageuses localement importantes sur plusieurs wilayas du pays. Une première alerte prévoit des précipitations pouvant atteindre 40 mm, jusqu'à 6h jeudi matin, touchant les wilayas de Mostaganem, Chlef, Relizane, Tissemsilt, Ain Defla et Tiaret.

## Mine de Gara Djebilet La première cargaison de minerai de fer arrive aujourd'hui à Oran

La première cargaison de minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet devrait arriver ce jeudi aux unités de transformation dans la wilaya d'Oran, marquant ainsi le lancement effectif de l'exploitation de la mine et de la transformation de la matière première en produit manufacturé. Cette étape renforcera la chaîne de production nationale dans le domaine du fer et de l'acier, a déclaré mardi soir à Gara Djebilet, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud. M. Sayoud, accompagné du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, ainsi que de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines chargée des Mines, Mme Karima Bakir Tafer, a précisé, lors de la supervision du lancement de cette cargaison par la délégation ministérielle, que le projet a été réalisé avec des moyens algériens matériels et humains à 100 %. Il a souligné que le mérite du démarrage du projet revient au prési-

dent de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui avait donné le signal de départ il y a moins de deux ans, pour qu'il devienne aujourd'hui une réalité concrète sur le terrain.

A cette occasion, M. Sayoud a adressé ses remerciements à l'ensemble des contributeurs à la réalisation du projet, notamment les entreprises chargées des travaux, les cadres du ministère des Travaux publics et les établissements qui en relèvent, ainsi que le partenaire chinois qui a joué un rôle actif dans l'exécution des travaux. Il a également salué les efforts des autorités locales et des élus au niveau des Assemblées élues et du Parlement dans ses deux chambres, ainsi que le rôle majeur joué par l'Armée nationale populaire (ANP) et l'ensemble des corps de sécurité dans la sécurisation du projet et le bon déroulement des travaux dans les meilleures conditions. Le ministre n'a pas manqué de mettre en avant le rôle des citoyens et des représentants de la société civile, qui ont exprimé leur "joie et leur interaction

positive avec le projet", le qualifiant de "rêve longtemps attendu devenu aujourd'hui une réalité". Il a également salué l'accompagnement de la famille médiatique qui a contribué à relayer les événements depuis le terrain. Le projet de Gara Djebilet et la ligne minière ouest constituent un acquis stratégique reflétant l'orientation de l'Etat vers la valorisation des richesses minières, la réalisation du développement économique et le renforcement de la position de l'Algérie en tant que puissance productrice dans le domaine du fer et de l'acier. Avant de donner le signal officiel du lancement de l'exploitation de la mine de Gara Djebilet depuis le site minier dans la wilaya de Tindouf, et parallèlement à la mise en service du train minier destiné au transport de la matière première vers Béchar puis Oran, la délégation ministérielle a inauguré la gare ferroviaire dédiée au transport des voyageurs à Gara Djebilet. Une inauguration similaire était prévue à la gare de Tindouf.

Raïna  
Raïkoum  
El yazid Dib

La placidité de l'actualité mêlée à la confusion de ses segments, tient à diluer toute inspiration. Le souci ne s'incarne pas dans le

« quoi écrire », mais soulève l'interpellation du pourquoi un sujet et non l'autre ? Pourtant l'intensité est la même. Tous les sujets se valent. Certains font peur. De la révision de la constitution à l'importation des moutons. De Ghar-djebilet à la suppression d'un IRG. D'une information de JT à la vérité d'un café maure. De l'incinération dans un four français d'un nationaliste algérien à l'histoire en fumée. On a brûlé un corps, pas un esprit. L'angle d'attaque est différent.

Nous vivons chaque jour tout un fatras d'événements. Chaque jour des déclarations font pousser une forêt de cheveux hérissés dans la tête des chauves. Des déclarations twittées de guerre et de paix, de menaces et de séductions, de promesses et de khorti. Les noms comme les territoires se confondent. Trump, Sansal, Sifaoui, Motsepe ou Maduro, Abou Oubeida, Ségolène, Hanoune; chacun inspire à sa façon. Il y a ainsi du vomir jusqu'à torturer ses intestins et il y a de l'idéal

### L'embaras des sujets

jusqu'à croire en la résurrection. Le Venezuela, le Groenland, l'Iran et Ghaza n'ont pas le même sol fibreux et le pouls battant de souveraineté que Ceuta et Mel-

lila. La dignité ne se conjugue pas à tous les temps géographiques. C'est un poinçon populaire, elle n'a rien de royalisme. Le monde court à sa propre destruction. Il n'a pas besoin du nucléaire. L'inégalité suffit pour l'anéantir. Quant à la démocratie tant brandie par tous; elle n'est qu'un sifflement vipérin ou un chant de canari. Ça envoûte, émerveille un temps, étourdit, étouffe et ligote un autre. Elle est tel un feu, tu t'en approches, tu brûles, tu t'en éloignes, tu deviens rassis et ramolli. Comme il n'y a pas de dictature à l'apparence, il n'y a que des lois tyranniques qui la justifient. C'est là où la précieuse inspiration reste une épreuve de haut examen. Ce sont en fait les turpitudes des régents autocratiques qui font périller les peuples taiseux.

C'est dire que le meilleur produit de l'écriture n'est pas celui qu'on lit, mais celui que l'on vit. La rue, le marché, le bus, la conviction valent mieux que le plus explicite des commentaires.

## Ségolène Royal «L'histoire entre la France et l'Algérie est une histoire blessée»

Accordée, mardi, le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, Mme Ségolène Royal a appelé à une nouvelle ère de coopération algéro-française, fondée sur la vérité historique, la restitution des archives et a insisté sur le respect mutuel d'"égal à égal".

"Je suis venue (en Algérie) écouter et apprendre dans deux domaines : la créativité économique et la culture. Car l'Association pour l'amitié entre la France et l'Algérie que je préside travaille depuis plus de 60 ans au développement du dialogue, de l'amitié, de l'échange, de la compréhension mutuelle et de la recherche de perspectives communes", a-t-elle dit. Elle a estimé que "l'histoire entre la France et l'Algérie est une histoire blessée, faite de domination, de violences indignes, mais aussi de luttes, de résistance, de destins mêlés, de familles construites entre les deux rives, de projets économiques et culturels communs, de partenariats et de potentiels trop souvent occultés ou méconnus que nous devons mettre en valeur". "Il faut faire reculer les postures politiciennes, les provocations, les discours qui déchirent, de la part de ceux qui ne veulent pas que l'Algérie avance et qui ne veulent pas encore admettre la souveraineté nationale de l'Algérie, son rôle diplomatique

dans le monde, sa décision de non-alignement, sa liberté totale de choisir ses alliances et ses causes", a-t-elle affirmé, ajoutant "moi je respecte profondément cela et j'espère que les autorités françaises finiront aussi par respecter cette souveraineté nationale de l'Algérie".

Pour Mme Royal, "l'amitié réparée entre nos pays et nos peuples doit se réaliser, je le souhaite de tout mon cœur pour construire des passerelles de savoir et de respect par le dialogue", a-t-elle relevé. Selon elle, "le premier geste que doit faire la France, qui aurait dû être fait depuis longtemps, c'est la restitution des biens culturels et des archives, et j'y mettrai toute ma force. D'abord les objets de l'Emir Abdelkader et des autres personnalités algériennes". Il s'agit aussi de "restituer les ossements de tous les Chouhada conservés au Musée de l'Homme pour qu'ils soient honorablement inhumés comme l'a dit le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". "Toutes les archives ensuite, qui sont conservées à Aix-en-Provence et qui ont été en partie numérisées et donc qui peuvent être rendues très rapidement. Le canon d'Alger qui se trouve à Brest. Tout cela c'est d'ailleurs la commission mixte Histoire et Mémoire qui l'a confirmé dans son rapport du 22 novembre 2023", a-t-elle poursuivi. Il faut ajouter à cela, "les archives et le dossier complet sur les es-

sais nucléaires dans le Sahara afin de mesurer l'ampleur en effet des dégâts et les réparer", a-t-elle martelé. Evoquant les propos de l'Emir Abdelkader : "L'homme est grand par ce qu'il sait, et noble par ce qu'il fait", elle a plaidé en faveur de la restitution au peuple algérien "des objets qui lui appartiennent". "C'est ce que je dirai au président (français) Emmanuel Macron à mon retour pour l'inciter à agir en ce sens, comme d'ailleurs il l'avait dit au début de son quinquennat", a-t-elle ajouté. "Je voudrais terminer par cette belle pensée de l'Algérien Saint Augustin, né à Tagaste, qui a écrit ceci : La vérité est comme un lion, laisse-la libre, elle se défendra elle-même", appelant "à libérer la vérité de nos passés et construire une nouvelle alliance par des projets communs, d'égal à égal".

Elle a souligné que "la reconstruction de l'amitié entre la France et l'Algérie est un devoir que nous avons d'abord envers les jeunes générations des deux rives qui ne demandent qu'à développer ensemble leurs projets". Hier, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a rencontré la présidente de l'Association France-Algérie, Ségolène Royal, avec laquelle il a discuté des moyens de renforcer la coopération économique entre les deux pays, indique mercredi un communiqué du Conseil.



# L'Algérie au carrefour de la géopolitique et de la transition énergétique

Par Said Demmane

## A- CONTEXTE GÉNÉRAL, ÉTAT DES LIEUX

Notre Pays se trouve aujourd'hui au centre d'une transformation énergétique mondiale sans précédent. Le monde énergétique connaît une mutation profonde : les technologies évoluent rapidement, les alliances géopolitiques se recomposent, et les règles du commerce international changent constamment. L'objectif de contrôler à long terme les sources d'énergies à l'échelle du monde est à l'origine de conflits importants et nombreux y compris armés. Les projets pour de nouvelles routes du gaz et du pétrole n'ont jamais été abandonnés mais plutôt mis à jour. A terme, elles prendraient naissance depuis la mer Caspienne, le littoral de Gaza, en passant par le Soudan sud pour continuer au travers du corridor ouest, via le Sahara occidental à partir du Sahara algérien mais également, englobant les pays de l'Afrique de l'ouest (Nigeria, Ghana, Côte d'Ivoire, Mauritanie etc...). Les récents conflits au moyen orient (Irak, Afghanistan, Syrie, etc...) n'ont pu aboutir à l'époque de la guerre froide mais aujourd'hui, l'avènement du retour de la Chine... du BRICS, la dé-dollarisation, les nouvelles politiques des USA, de la Russie... incitent les concepteurs à reprendre en adaptant ce plan de main mise sur la richesse hydrocarbure.

Les pays consommateurs à l'instar de l'Europe, l'Inde, l'Asie et sud-est asiatique et même, les Américains sont les clients potentiels de cet ambitieux programme. La globalisation à l'échelle du monde est à nouveau en route et, les futurs comportements de tous types seront dictés au préalable, dans des directions pas toujours au bénéfice de la promotion de la dimension humaine.

## A COURT TERME ET, POUR CE QUI NOUS CONCERNE, TROIS FORCES PRINCIPALES SE CROISENT ACTUELLEMENT :

- D'abord, l'Union européenne souhaite importer massivement de l'hydrogène vert produit en Algérie pour réduire sa dépendance aux énergies fossiles.
  - Ensuite, les grandes entreprises américaines du secteur de l'énergie, comme Chevron et Exxon, sont intéressées par de nouveaux partenariats stratégiques.
  - Enfin, les grandes puissances mondiales (États-Unis, Chine, Inde, Russie) réorientent leurs économies vers un futur moins dépendant des énergies fossiles.
- Cette transition ne signifie pas la fin immédiate du pétrole et du gaz, mais leur transformation progressive en produits plus propres (changements climatiques...). Pour nous, cela implique d'adapter notre modèle économique, de moderniser les infrastructures, et surtout se positionner sur les technologies d'avenir au lieu de les subir.

## TROIS AXES ÉNERGÉTIQUES PARALLÈLES : UNE PROBLÉMATIQUE COMPLEXE ; CONTRADICTION OU COMPLÉMENTARITÉ ?

1. Gazoduc Transsaharien (Nigeria-Niger-Algérie)  
Des accords ont été signés en février 2025 pour accélérer ce projet estimé à 13 milliards de dollars. L'objectif est de transporter entre 20 et 30 milliards de mètres cubes par an de gaz nigérien vers l'Europe via le territoire algérien.
2. Gaz conventionnel et gaz de schiste  
Nos réserves de gaz conventionnel sont importantes toutefois, des investissements importants ainsi que, des technologies update de nos capacités de production, d'exportation (dont GNL...) et développement sont in-

## Les enjeux, choix opportunités et défis de la transition énergétique nationale



contournables pour jouer le rôle à long terme dans cette dynamique visant la transition énergétique.

L'Algérie a finalisé les discussions techniques avec les géants américains Chevron et Exxon Mobil pour diversifier sa production dont certainement, le recours au gaz de schiste. L'objectif national est ambitieux : doubler la production de gaz autour de 200 milliards de mètres cubes. Le pays détient la troisième réserve mondiale de gaz de schiste avec 707 000 milliards de pieds cubes, ce qui présente un potentiel énorme.

### 3. Hydrogène vert avec l'Europe

Des accords ont été conclus en octobre 2024 avec des entreprises allemandes, italiennes et autrichiennes pour développer le corridor SouthH2. Ce corridor vise à transporter jusqu'à 4 millions de tonnes d'hydrogène vert par an vers l'Europe d'ici 2030. Une station semi-industrielle de 50 mégawatts à Arzew est en préparation avec le soutien financier allemand et européen.

Avant de développer davantage, quelques définitions en relation avec l'encadrement mis en place pour situer la place du gaz et du pétrole dans les décennies à venir.

- Hydrogène vert : Un carburant totalement propre produit par électrolyse à partir d'énergie solaire ou éolienne. C'est l'énergie que l'Europe veut importer massivement. Pour l'Algérie, c'est une opportunité économique immense, à condition d'être capable de produire à moindre coût (investissements énormes...), avec une fiabilité totale et des normes strictes (infrastructures etc...).

- ALTEH2A : Un grand projet de coopération Algérie-Europe pour structurer la filière hydrogène. Il vise à produire et exporter de l'hydrogène vert vers les marchés européens.

- SouthH2 Corridor : Un pipeline moderne de 3 300 km pour transporter l'hydrogène algérien vers l'Europe. Ce projet transformerait l'Algérie en hub énergétique méditerranéen.

- CCUS (Captage et Stockage du Carbone) : Technologies permettant de capturer le CO<sub>2</sub> des industries gazières et de le stocker sous terre pour réduire la pollution. C'est une façon de préserver l'industrie gazière tout en devenant compatible avec les nouvelles normes internationales.

- EIA (Étude d'Impact Environnemental) : Une analyse obligatoire pour vérifier qu'un projet ne détruit pas l'environnement ou ne met pas la population en danger. L'EIA désigne aussi l'Energy Information Administration, l'un des principaux organismes mondiaux qui analyse les tendances énergétiques. Ses rapports influencent les décisions des investisseurs et les politiques énergétiques.

- Gaz de schiste : Un gaz enfermé dans des roches profondes. Pour l'extraire, il faut fracturer ces roches, ce qui peut consommer beaucoup d'eau et présenter des risques en-

vironnementaux importants.

## LES ATOUTS STRATÉGIQUES, OPPORTUNITÉS, RISQUES ET CONTRADICTIONS

1- Notre pays dispose d'avantages considérables qui peuvent lui permettre de jouer un rôle majeur dans la transition énergétique :

- Elle possède une base gazière solide avec des infrastructures déjà reliées à l'Europe.
- Sa géographie est exceptionnelle pour le développement des énergies solaires et éoliennes.
- Il bénéficie également d'un réseau diplomatique important permettant des alliances équilibrées.
- Sa position géostratégique entre l'Europe, l'Afrique et la Méditerranée constitue un atout majeur.

- Enfin, un secteur de l'énergie en adaptation et, restructuration continues pour s'adapter aux exigences stratégiques et, géopolitiques dont la Compagnie pétrolière SONATRACH ; une entreprise nationale ! avec une expérience reconnue.

### 2- Les Opportunités Majeures pour le Pays

- Devenir un fournisseur stratégique d'hydrogène vert : L'Algérie peut devenir le principal fournisseur d'hydrogène vert de l'Europe, créant ainsi une nouvelle source de revenus durable pour les générations futures.
- Attirer des investissements massifs : Les investissements européens et américains peuvent moderniser toute la filière énergétique nationale, des infrastructures aux technologies de pointe.
- Créer des emplois qualifiés : La transition énergétique créera de nouveaux emplois dans la fabrication d'équipements, l'ingénierie, la recherche, et les énergies renouvelables.

- Renforcer le rôle géopolitique : L'Algérie peut consolider sa position stratégique comme acteur incontournable de la sécurité énergétique méditerranéenne et africaine.

- 3- Les Risques et Contradictions à Éviter

- Surtout ne pas considérer que l'Hydrogène vert est une substitution aux énergies fossiles mais être considéré dans une démarche de complémentarité à celle-ci.
- Risques environnementaux du gaz de schiste : Se tourner trop fortement vers le gaz de schiste risquerait d'abîmer l'image verte de l'Algérie et de compliquer la coopération avec l'Europe. Le gaz de schiste demande énormément d'eau, alors que l'Algérie est déjà un pays à forte pénurie hydrique.

- Concurrence gaz conventionnel et gaz de schiste : Ne pas occulter le fait que nos propres ressources conventionnelles en gaz sont encore importantes et, le gaz de schiste dans ce cas, viendrait en concurrence notamment dans les options des contrats de partage production ou, de concessions totales !

- Perte de souveraineté technologique : Dépendre trop fortement des grandes entreprises étrangères pourrait réduire la souveraineté énergétique du pays et, limiter le transfert de compétences.

- Piège technologique : Investir massivement dans le fossile aujourd'hui peut créer des infrastructures qui deviendront obsolètes et inutiles demain, entraînant des pertes financières considérables.

- Fuite des compétences : L'absence de valorisation des talents techniques pousse les ingénieurs et chercheurs à quitter le pays, créant une dépendance vis-à-vis de l'expertise étrangère.

## LE GRAND ABSENT : LA RESSOURCE HUMAINE

Aucun pays n'a réussi sa transition énergétique sans une élite technique hautement qualifiée et correctement motivée. Or, notre pays souffre aujourd'hui de plusieurs défis majeurs.

On observe une déperdition des compétences en direction de l'étranger. La valorisation des ingénieurs et techniciens reste insuffisante. Les conditions matérielles sont moins attractives que celles des pays concurrents. Il est difficile de retenir les talents dans les secteurs sensibles. Enfin, il n'existe pas de programme stratégique massif pour la formation continue.

La réalité est claire : on ne peut pas prétendre produire de l'hydrogène compétitif ou du CCUS à grande échelle si les ingénieurs, les géologues, les informaticiens et les économistes ne disposent pas d'un environnement stimulant et rémunérateur.

## POURQUOI LES COMPÉTENCES DEVIENNENT LA PREMIÈRE RES-SOURCE ÉNERGÉTIQUE DU PAYS

Les mutations dans les grandes puissances nous montrent une chose essentielle :

- Les États-Unis attirent les cerveaux du monde entier par des salaires élevés et des conditions de recherche exceptionnelles.
- La Chine forme à une échelle gigantesque des millions d'ingénieurs spécialisés. L'Europe finance massivement la reconversion technologique de ses travailleurs.
- L'Inde déploie des ingénieurs qualifiés dans tous les secteurs industriels mondiaux.
- La Russie mise sur des cercles techniques très spécialisés et protégés.

Dans ce contexte, un pays qui ne protège pas ses compétences devient rapidement dépendant des autres. Et un pays dépendant des autres n'a pas de souveraineté énergétique. Les enjeux énergétiques actuels ne sont plus seulement techniques ou économiques. Ils sont avant tout humains.

Suite en page 5



# L'Algérie au carrefour de la géopolitique et de la transition énergétique

Suite de la page 4

## B- STRATÉGIE OPTIMALE : COMPLÉMENTARITÉ TEMPORELLE ET GÉOGRAPHIQUE

Deux démarches en simultané avec une planification en deux temps.

• **Phase 1 (2026-2030) : Consolidation gazière**

• **Priorité immédiate : Consolidation, diversification et développement**

Consolider l'existant, promouvoir le conventionnel sans écarter définitivement le gaz de schiste mais, l'intégrer avec prudence, sur des zones limitées et avec un objectif de court terme.

Le développement du gaz de schiste présente plusieurs avantages décisifs : contrôle total des opérations, utilisation des infrastructures existantes, et génération de revenus rapides. Le risque géopolitique est faible car les ressources sont sur le territoire national. De plus, le gaz naturel liquéfié algérien émet entre 20 et 45 pour cent de moins de gaz à effet de serre que le GNL américain, ce qui devient un avantage stratégique important avec le renforcement des normes environnementales européennes.

Conditionnalités : Il faut imposer des conditions très claires : transfert technologique obligatoire, formation des ingénieurs algériens, création d'usines et de centres de recherche en Algérie. Le gaz de schiste doit être une option pour le court et moyen terme et surtout, fortement limité sans des études environnementales strictes et indépendantes.

Les entreprises comme Chevron ou Exxon doivent aussi investir dans les technologies propres (CCUS, hydrogène, captation du CO<sub>2</sub>).

Risque environnemental, l'exploitation du gaz de schiste peut susciter une opposition locale pour des raisons environnementales. Il est essentiel de mettre en place une communication transparente avec les populations, d'appliquer des normes environnementales strictes, et de mettre l'accent sur l'excellence opérationnelle et le respect de l'environnement dans toutes les opérations.

L'étude d'impact environnemental doit être obligatoire pour tout projet énergétique. Les nappes phréatiques et les zones rurales vulnérables doivent être absolument préservées. Le développement de technologies de dessalement peut réduire la pénurie d'eau.

• **En parallèle : Hydrogène vert (projets pilotes)**

Il est crucial de positionner l'Algérie dès maintenant sur cette filière d'avenir. Les projets pilotes permettront d'acquérir l'expertise nécessaire tout en bénéficiant du soutien financier européen pour le développement des capacités.

Il faut utiliser le soleil et le vent comme avantage comparatif mondial. L'Algérie doit avancer rapidement sur le corridor South2 et les projets ALTEH2A. Le développement du solaire doit se faire de manière industrielle et à grande échelle.

L'Algérie bénéficie d'un avantage de coût significatif : la production d'hydrogène vert coûterait entre 1,2 et 2 dollars par kilogramme en Algérie, contre 5 à 6 dollars en Europe. Les infrastructures gazières existantes peuvent être adaptées et modernisées pour le transport d'hydrogène, ce qui réduit considérablement les investissements nécessaires.

Les coûts de production sont élevés mais les avancées technologiques sont en voie de les atténuer.

Le recours à l'eau en provenance de la

nappe phréatique doit être utilisé avec parcimonie en tenant compte des besoins notamment de l'agriculture et pourquoi en mixte avec le dessalement.

• **Phase 2 (2030-2040) : Diversification stratégique**

• **Gazoduc Transsaharien : approche prudente**

Les risques de ce projet sont considérables. Les zones traversées sont instables : le delta du Niger, le nord du Niger, et le sud algérien présentent des défis sécuritaires majeurs. Le coût total est estimé à 13 milliards de dollars et le projet nécessite des garanties d'achat de 30 milliards de mètres cubes par an pendant 20 ans. Il existerait également une concurrence et une dépendance forte vis-à-vis de la production nigérienne.

La recommandation est d'avancer par étapes conditionnées : d'abord vérifier la stabilisation sécuritaire régionale, ensuite obtenir des accords d'achat fermes européens à long terme, puis sécuriser une participation financière multilatérale impliquant l'Union européenne, la Banque africaine de développement et la Banque mondiale. Enfin, procéder à une construction par tronçons avec validation progressive de chaque section.

## C- POURQUOI L'APPROCHE STRATÉGIQUE DE « L'EN MÊME TEMPS » S'INSCRIT DANS LA COMPLÉMENTARITÉ ET NON DANS LA CONTRADICTION

1. Temporalité différente

Les trois ambitions opèrent sur des horizons temporels distincts. Le gaz de schiste offre une production immédiate de 2026/27 à 2050. L'hydrogène vert connaîtra une montée progressive de 2027/28 à 2060 et au-delà. Le gazoduc transsaharien, s'il se réalise, aurait un horizon 2030 à 2070 (tronçons algériens déjà opérationnels).

2. Marchés différenciés

Chaque projet répond à des besoins spécifiques. Le gaz naturel répond aux besoins transitoires de l'Europe pendant sa période de décarbonations, sur une durée de 15 à 25 ans. L'hydrogène vert cible la décarbonation profonde de l'industrie et du transport après 2035. Le gaz nigérien servirait de complément si la demande européenne reste élevée au-delà des prévisions actuelles.

3. Synergie infrastructurelle

Le corridor South2 transportera également de l'hydrogène bleu, produit à partir de gaz naturel avec capture du dioxyde de carbone. Les gazoducs existants peuvent être progressivement adaptés au transport d'hydrogène. L'expertise acquise dans l'exploitation du gaz de schiste facilite le développement de la filière hydrogène. Il s'agira de faire de l'hydrogène vert la priorité nationale absolue.

4. Diversification des partenaires

Cette stratégie permet de travailler avec différents partenaires internationaux. Les États-Unis apportent la technologie pour le gaz de schiste et offrent un équilibre géopolitique. L'Europe garantit des débouchés stables à long terme pour l'hydrogène vert. L'Afrique de l'Ouest permet l'intégration régionale et renforce le leadership continental de l'Algérie.

Anticiper aussi le fait que sur le court terme les États-Unis pourraient lier le développement du gaz de schiste au dossier du Sahara occidental, avec des pressions sur l'Algérie concernant la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO).

Les solutions consistent à diversifier également vers la Chine, où Sinopec est

déjà présent sur le territoire algérien. Il faut également accélérer l'autonomie technologique et utiliser la compétition sino-américaine à l'avantage de l'Algérie.

## D- DES PRÉALABLES MAJEURS

1-Mettre en place un programme national de compétence énergétique

Le pays peut s'inspirer des modèles américains et sud-coréens de formation technique. Il faut attirer et retenir les talents par des conditions matérielles compétitives : salaires alignés sur les standards internationaux, logements fonctionnels modernes, mobilité internationale pour les formations, primes de mission attractives, accès aux laboratoires et aux technologies de pointe.

La création d'un corps d'ingénieurs de souveraineté énergétique avec un statut attractif, comparable à celui des cadres supérieurs des pays avancés, est indispensable.

2- Encadrer strictement les partenariats avec les entreprises étrangères

L'implication des ressources humaines algériennes compétentes et motivée à tous les niveaux et étapes de négociations depuis le montage des opérations de partenariats va limiter les éventuels impacts pénalisants pour le pays.

Par la suite, faire participer nos cadres et responsables aux phases de réalisations des investissements et, exploitation des gisements non sans occulter, le volet commercial et enfin, adapter les dispositifs réglementaires aux nouvelles exigences. Mettre l'accent sur le patriotisme économique ; Le nationalisme moderne n'est pas un slogan vide. C'est la capacité concrète à défendre les intérêts du pays dans la compétition mondiale, en développant des compétences nationales solides et en gardant le contrôle des décisions stratégiques.

3- Nouer des partenariats académiques de haut niveau

La collaboration avec les universités techniques américaines, européennes et asiatiques est essentielle. L'investissement massif dans les laboratoires de recherche appliquée doit se concentrer sur le solaire, l'hydrogène, la digitalisation des réseaux, et le CCUS.

4- Assurer un équilibre diplomatique

L'Algérie doit travailler avec l'Europe, les États-Unis, la Chine, la Russie, sans dépendre d'un seul partenaire. Une souveraineté forte dans toutes les négociations est nécessaire. La diversification des alliances maximise les transferts de technologie.

## E- RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES PRIORITAIRES

1. Activer massivement le gaz de schiste (2026-2030)

Cette activation rapide et limitée territorialement, permettra de sécuriser les revenus immédiats nécessaires aux autres investissements, de réduire la dépendance aux exportations transitant via les infrastructures des pays partenaires, et de financer le développement des projets hydrogène et les études approfondies sur le transsaharien.

2. Investir pour le long terme et, lourdement dans l'hydrogène vert (2026 et au-delà)

Cet investissement doit porter sur trois axes majeurs : le déploiement d'infrastructures solaires et éoliennes à grande échelle, la formation massive de ressources humaines qualifiées, et la recherche et développement sur les technologies de stockage et de transport de l'hydrogène.

3. Conditionner strictement le gazoduc transsaharien

Il ne faut pas s'engager dans ce projet avant d'avoir obtenu des garanties totales sur tous les aspects : sécuritaire, fi-

nancier, et commercial. Il faut exiger un partage équitable des risques avec les partenaires internationaux. Ce projet doit être considéré comme une option complémentaire et non comme une priorité immédiate.

4. Créer un fonds souverain énergétique

Ce fonds permettra de capitaliser les revenus du gaz pour financer la transition énergétique à long terme et, d'éviter le piège de la dépendance à la rente à court terme. Il assurera la soutenabilité financière de la stratégie sur plusieurs décennies.

5. Diplomatie énergétique agile

Notre Pays doit jouer sur la compétition entre les États-Unis, l'Europe et la Chine pour maximiser ses avantages. Il faut renforcer les partenariats techniques sans créer de dépendance politique vis-à-vis d'un seul partenaire. L'objectif est d'affirmer la position de hub énergétique méditerranéen, servant de pont entre l'Afrique, l'Europe et potentiellement l'Asie.

## F- CONCLUSION : LA COURSE MONDIALE A DÉJÀ COMMENCÉ

Cette situation n'est pas contradictoire mais stratégiquement opportune. L'Algérie peut devenir le pont énergétique tridimensionnel entre trois continents, combinant gaz conventionnel et de schiste, transit de gaz africain, et production d'hydrogène vert.

La clé du succès réside dans un séquençage intelligent des investissements : utiliser le gaz de schiste comme base financière immédiate, développer l'hydrogène comme pivot pour l'avenir, et considérer le transsaharien comme une option conditionnée aux garanties obtenues.

Cette approche constitue un portefeuille énergétique diversifié et résilient, plutôt qu'une contradiction stratégique. Elle permet de gérer les risques tout en maximisant les opportunités sur le court, moyen et long terme. La réussite dépendra de la capacité à maintenir une vision stratégique cohérente tout en restant flexible face aux évolutions géopolitiques et technologiques.

Les technologies énergétiques évoluent à une vitesse vertigineuse. Les alliances changent. Les marchés se réorganisent. Le temps où l'Algérie pouvait se contenter d'un rôle traditionnel d'exportateur de gaz est révolu.

L'Algérie dispose d'un potentiel énergétique considérable : gaz, soleil, vent, infrastructures déjà reliées à l'Europe, position géostratégique unique. Elle peut consolider sa position stratégique tout en préservant son environnement et sa souveraineté.

Mais ce potentiel ne se réalisera que si le pays affronte le monde avec des compétences fortes, formées, valorisées et retenues sur le territoire national. Il faut des technologies modernes, maîtrisées localement et non simplement importées. Une vision souveraine qui refuse la dépendance technologique est indispensable. La transition énergétique doit être équilibrée, moderne, et protectrice des générations futures.

La clé du succès réside dans une vérité simple mais fondamentale : les enjeux énergétiques actuels ne sont plus seulement techniques ou économiques. Ils sont avant tout humains. Sans femmes et hommes compétents, motivés et valorisés, aucune stratégie énergétique ne peut réussir, quelles que soient les technologies mobilisées ou les investissements réalisés.

La course mondiale a déjà commencé. L'Algérie doit agir maintenant, avec lucidité, méthode et anticipation

Said Demmane



# Le secret de « la guerre secrète entre la France et l'Algérie »

Par Youcef Benzatat

« Rumeurs et coups tordus, la guerre secrète entre la France et l'Algérie », le numéro de complément d'enquête diffusé par le média public français France2 jeudi 22 janvier semble à priori accentuer gravement l'hostilité ambiante de diverses droites et extrêmes droites de la France contre l'Algérie. En effet, depuis le déclenchement de cette hostilité, qui coïncida avec le raz de marée électoral des divers gauches et de l'extrême gauche française aux législatives de juin 2024, sans aucun mobile apparent, sa gravité n'a cessé d'aller crescendo jusqu'à cette date du 22 janvier qui l'amènera à son paroxysme, jusqu'au point de rupture. Car, les pourvoyeurs de cette « guerre secrète » ne se suffisaient plus de « tordre » à outrance les convenances et les usages diplomatiques avec l'Algérie.

En diffusant cette dernière hostilité sur un média public, caractérisée par le grossier et l'obscène, traitant le Président algérien Abdelmadjid Tebboune de voyou, siégeant à la tête d'un état autoritaire dont les services exerceraient du chantage et des menaces sur des élus binationaux sur le territoire français, ils ont redoublé d'imagination en allant jusqu'à recycler les méthodes de propagande en usage pendant la guerre d'indépendance de l'Algérie. Une propagande dans laquelle le FLN était considéré comme une organisation terroriste qui exercerait du chantage et des menaces sur la diaspora algérienne en France pour les racketter pendant la sensibilisation de cette diaspora à sa contribution à l'effort de guerre pour l'indépendance de la domination coloniale. Les témoignages ciblés dans ce complément d'enquête sont généralement soit des séparatistes du MAK, des égarés ou des influenceurs établis sur le territoire français, jouissant de la protection de l'état français contre leur instrumentalisation pour altérer négativement l'image de l'Algérie. Comme ce fut le cas pour les Harkis autrefois.

Le recours à cette méthode n'est pas fortuit, il vise à réveiller l'inconscient collectif français sur son sentiment d'hostilité contre

le pouvoir algérien qui est justement issu de la guerre de libération nationale. Mais si la gravité de cette hostilité sans précédent dans l'histoire des relations entre l'Algérie et la France depuis l'indépendance semble à priori dirigée contre l'Algérie, dont le mobile de sa genèse reste problématique, sa qualification de « guerre secrète » contre la France par ce média public français trahi en effet le secret qui l'anime, la motive et la fonde. Car s'il faut chercher son facteur déclenchant, ce n'est certainement pas du côté de la diplomatie algérienne dont la conduite est respectée à l'échelle mondiale par son respect de la souveraineté des autres pays et par la recherche du dialogue et des moyens pacifiques dans la résolution des conflits. Ce secret, qui n'est plus un secret pour personne d'ailleurs, est à rechercher plutôt dans le raz de marée électoral des divers gauches et de l'extrême gauche française aux législatives de juin 2024 qui a provoqué une panique générale chez les divers droites et extrêmes droites françaises en perspective des présidentielles de 2027.

Cette hostilité apparaît de ce fait telle une instrumentalisation dans une campagne électorale adressée à l'inconscient collectif des français par la remémoration de l'audace et l'affront des algériens pendant la guerre de libération nationale contre leur patrie. Espérant ainsi réveiller leur fibre patriotique et les inciter à tourner le dos à leurs opposants dans la course aux présidentielles de 2027. C'est le Président français lui-même, Emmanuel Macron, qui a inauguré cette hostilité, qu'il convient d'appeler campagne électorale, par la reconnaissance de la marocanité du Sahara Occidental en juillet 2024, le lendemain de la débâcle électorale de son camp politique. Tout en sachant que cela va provoquer un conflit insurmontable avec l'Algérie. Par l'abandon du principe traditionnel français de neutralité, en violation ouverte des règles du droit international et des résolutions de l'ONU dans ce conflit colonial.

Les politiques et les médias français qui sont solidaires avec cette tendance politique et qui sont majoritaires dans le champ médiatique ont pris le relais en amplifiant les préjugés et les clichés sur tout ce qui se rapporte à l'Algérie. Rien n'a été laissé au hasard.



L'islam, l'immigration, les OQTF, allant jusqu'à semer un climat de terreur au sein de la population française sur une éventuelle attaque au couteau massive des algériens contre la population française de sorte à créer un climat de rejet généralisé de tout ce qui est algérien en France.

L'Algérie est devenue une fixation permanente, paradoxalement aucun autre pays n'a vu son image aussi dégradée dans les discours politiques et médiatiques que l'image de l'Algérie depuis cette date. Il faut s'attendre à un durcissement de plus en plus violent de cette hostilité jusqu'à terme des présidentielles de 2027. Bien que cette hostilité envers l'Algérie de la part de cette tendance politique française soit structurelle, héritée de la

guerre de libération nationale, qui n'a jamais acceptée l'indépendance de l'Algérie, elle n'a jamais été aussi extériorisée avec autant de violence. Ce qui laisse présager qu'elle va probablement s'estamper après les présidentielles de 2027. La France a beaucoup à gagner de renouer des relations apaisées avec l'Algérie, beaucoup d'intérêts économiques sont en jeux. Encore faudra-t-il gagner ces élections et que l'Algérie soit de nouveau prédisposée à renouer avec un partenariat étoffé comme par le passé ! Cette guerre diplomatique-médiatique laissera certainement des séquelles vives et durables. Pendant ce temps, l'Algérie « autoritaire » avance, se développe, se construit, s'industrialise, se modernise et se donne les moyens de défendre son territoire et sa souveraineté.

## «Quand le Maroc s'allie aux Sionistes : test stratégique pour l'Algérie»



Par Khaled Chebli\*

L'alliance Maroc-Sionistes n'est plus un événement ponctuel dans le calendrier des relations militaires, ni un simple choix tactique dicté par des circonstances temporaires. Ce que nous observons aujourd'hui est une transformation structurelle de la doctrine sécuritaire marocaine, fondée sur l'intégration de l'état sioniste comme acteur central dans la recomposition des équilibres de force en Afrique du Nord, dépassant la logique d'une simple coopération bilatérale pour aller jusqu'à la refonte du dispositif sécuritaire régional au détriment de la stabilité collective.

La signature du plan d'action militaire conjoint pour 2026, accompagnée de projets de fabrication de drones armés et de véhicules aériens sans pilote sur le territoire marocain, confirme que Rabat a choisi de sortir délibérément du cadre de l'équilibre régional et de s'engager dans une alliance militaire de nature offensive, historiquement liée à la production d'instabilité et à l'exportation de crises.

### UNE ALLIANCE HORS CONTEXTE RÉGIONAL

La véritable dangerosité de cette alliance ne réside pas seulement dans le transfert de

technologies ou l'échange d'expertises, mais dans la logique qui la sous-tend. L'état sioniste ne conclut jamais de partenariats militaires neutres : il établit toujours des relations fonctionnelles servant ses stratégies expansionnistes et son influence dans le renseignement.

L'implication du Maroc dans ce schéma signifie, en pratique, l'ouverture du champ maghrébin à des intrusions sécuritaires et de renseignement incontrôlables.

Ce choix exprime une rupture claire avec la logique de sécurité maghrébine commune et la volonté de Rabat d'internationaliser les équilibres régionaux via un acteur externe générateur de divisions, au lieu d'investir dans des mécanismes de confiance et de stabilité entre les pays voisins.

### DU RENFORCEMENT À LA PERTURBATION DE L'ÉQUILIBRE

La possession de drones armés de précision, sous-tendue par l'expertise sioniste en ciblage, surveillance et renseignement, ne peut se justifier par une logique purement défensive. Nous sommes confrontés à un changement de nature de la puissance marocaine, passant d'une force défensive limitée à une force à vocation proactive, ce qui impose à l'Algérie de considérer ce nouvel élément comme une menace stratégique potentielle, et non comme un simple partenariat militaire ordinaire.

Introduire ce type de technologie dans un espace déjà marqué par la fragilité de la confiance politique et des conflits non résolus n'engendre pas la stabilité, mais augmente le niveau de risque et les probabilités d'erreurs de calcul aux conséquences imprévisibles.

### L'ALGÉRIE : ENTRE RETENUE ET PROTECTION DE SA SOUVERAINETÉ

L'Algérie, forte de son expérience historique et de sa position géopolitique, n'est pas dans une posture de réaction impulsive, mais elle n'est pas non plus tenue de tolérer une politique de complaisance lorsque la sécurité nationale est en jeu. L'intérêt national impose une lecture rigoureuse et réaliste de l'alliance Maroc-Sionistes, loin de tout discours rassurant ou de toute évaluation naïve.

Le pari algérien ne réside pas dans une course aux armements effrénée, mais dans la construction d'un dispositif de dissuasion intelligent, fondé sur :

- un renseignement militaire de haute qualité;
  - un contrôle technologique avancé dans le domaine des drones et de la défense aérienne;
  - la cybersécurité capable de neutraliser les menaces non conventionnelles ;
  - et une industrie de défense nationale garantissant l'autonomie stratégique.
4. La diplomatie comme prolongement

de la force.

Parallèlement au volet militaire, l'Algérie dispose d'un atout non négligeable : la légitimité régionale et diplomatique. L'alliance Maroc-Sionistes place Rabat dans une posture où elle apparaît comme l'acteur ayant impliqué un partenaire externe contesté, ce qui offre à l'Algérie une marge de manœuvre politique et diplomatique considérable, à l'échelle régionale et internationale, pour affirmer que ce choix ne sert ni la stabilité ni la sécurité collective.

La diplomatie algérienne doit adopter une posture stratégiquement offensive : non pas justificative, ni défensive, mais proactive, exposant les risques de cette alliance et encadrant ce choix unilatéral comme une menace pour l'équilibre régional.

**Conclusion :** l'intérêt national avant tout L'alliance Maroc-Sionistes n'est pas seulement un test des intentions marocaines, mais un examen de la résilience stratégique algérienne et de sa capacité à conjuguer retenue et fermeté, dissuasion et diplomatie, protection de la souveraineté et prévention de l'épuisement stratégique.

L'Algérie n'a pas besoin de provoquer des crises, mais elle refuse qu'un nouvel ordre sécuritaire lui soit imposé sans évaluation critique. L'intérêt national exige clarté, préparation et refus de tout déséquilibre. Le choix rationnel consiste à transformer ce défi en levier pour renforcer la souveraineté défensive algérienne et affirmer son rôle de puissance stabilisatrice en Afrique du Nord.

\*Chercheur universitaire



# L'Administration publique algérienne

*Un levier de développement et un facteur de cohésion nationale, plutôt qu'un obstacle au progrès !*



Par Cherif Ali \*

Évoquer ces mauvaises relations, cela signifie tout simplement qu'il faut mettre le doigt sur une réalité amère, vécue par le commun des Algériens, difficilement évitable, produit normal de tout appareil bureaucratique : l'administration fonctionne mal, au point où parfois elle dessert plus qu'elle ne sert ! Elle reste incontournable, et les services publics qu'elle assure, s'ils ont une raison d'être, c'est bien sûr celle consistant, majoritairement, à fournir des prestations aux citoyens. Mais lorsque celles-ci présentent des défaillances, elles deviennent, fatalement, un ensemble de désagréments et surtout d'illusions pour eux. Conséquemment, un mur d'incompréhension s'installe entre l'administration et les administrés et le fossé se creuse davantage ; il en est de même de la confiance qui s'effrite. La contestation s'installe forcément : · On demande le départ des élus, on conteste les walis. · On ne veut plus de cette administration fondée sur l'autoritarisme, sur le repli, le clientélisme et où s'entremêlent des notions confuses d'intérêt général, d'intérêt public, d'ordre public ou d'intérêt du service.

En l'état, l'administration publique reste un labyrinthe de ruelles sinueuses, emmêlées, tortueuses, où l'usager ne fait que se heurter à des difficultés d'accueil, au manque d'informations, à la complexité des procédures, à l'inertie des responsables et à l'impéritie des agents. Et, pour couronner le tout, l'abus d'autorité et l'inapplication du droit.

Ce sont des aspects comme ceux-là qui donnent l'image d'une administration mal-aimée, dans toutes ses composantes, qu'elles relèvent des services centraux ou de ceux dits déconcentrés. En théorie, l'administration est supposée être au service de l'intérêt général, soucieuse du respect du droit, n'ayant pour buts que ceux consistant à remplir convenablement les missions qu'on lui assigne, notamment les missions de service public.

Dans la réalité, l'administré qui se présente à elle a l'impression d'être livré à son propre sort ou, pis encore, d'être l'intrus qui dérange les responsables «qui n'ont pas que ça à faire»,

Partout dans le monde, les relations administration-citoyens se caractérisent par des hauts et des bas, mais le plus significatif, c'est la régularité de la courbe : elle ne doit pas traduire un état de mauvaises relations.

c'est-à-dire se préoccuper de lui et de son devenir. Et, quand quelqu'un daigne enfin l'écouter, il doit, au mieux, administré qu'il est, improviser un bref exposé afin de justifier sa présence dans les couloirs de l'administration. Dans ce cas précis, il n'est pas à l'abri d'entendre une réponse lui signifiant de «revenir plus tard», l'heure étant, par exemple, aux «préparatifs du mois de Ramadhan» ! En réaction, l'administré qui peste contre l'État se trompe de cible : en réalité, c'est à l'administration qu'il a eu affaire et d'où il est reparti bredouille !

Oui, mais posons-nous la question de savoir pourquoi cet administré est reparti bredouille ? C'est peut-être aussi de sa faute, lui qui ignore tout des procédures administratives en usage, des jours de visite, et qui, peut-être, ignore même tout de la structuration de sa propre commune ? Cela dit, on présente toujours l'administration comme le bras de l'État, mais on ne doit pas perdre de vue que c'est un bras qui dispose, en réalité, d'une autonomie voisine de l'indépendance.

En plus, l'administration, c'est la réglementation appliquée dans toute sa rigueur, l'administré, lui, est censé ne pas ignorer la loi ! D'ailleurs, tous les textes juridiques, du plus important à la simple circulaire, sont élaborés, pensés, réfléchis et discutés dans les sphères de l'administration et ne peuvent, conséquemment, échapper aux avis, observations et amendements de celle-ci, avant d'arriver à leur approbation. Il faut dire que l'administration publique algérienne, continue d'apparaître comme opaque, clientéliste et inhumaine pour les administrés. Elle est, du point de vue des administrés, injuste, contrairement à ceux, une minorité, «qui ont leurs entrées» et qui, par des pratiques condamnables, faut-il le rappeler, arrivent à tous les coups à se faire entendre et à concrétiser leurs demandes, dont certaines sont à la limite de la légalité.

Là, il faut le dire et le dénoncer : qu'un responsable sache qu'il peut en toute impunité défier la règle de droit pour lui supplanter ses propos critérés et apporter à ses connaissances son «petit coup de pouce» est tout simplement intolérable, mais malheureusement usité dans l'ad-

ministration telle qu'elle est pratiquée dans nos contrées d'ici-bas !

Et n'importe quel citoyen peut citer une foultitude d'exemples du genre pour accréditer cette affirmation et justifier son désamour de l'administration. Il va sans dire que cette façon de faire est, heureusement, circonscrite à quelques cas et qu'elle ne concerne pas toute l'administration, encore moins l'ensemble des agents qui y officient.

Mais le danger est là. L'État peut décider des projets les plus ambitieux, donner les instructions les plus louables, signer les textes les plus audacieux et se rendre compte que son appareil d'exécution est atteint de paralysie, de bureaucratie, et ne répond pas aux objectifs assignés. Le président Abdelmadjid Tebboune avait tenu à dénoncer des pratiques bureaucratiques «antinationales» qui étaient derrière le blocage de pas moins de 402 projets pouvant être à l'origine de la création de 75 000 postes d'emploi. Un véritable «crime» économique, avait-il estimé à l'ouverture de la conférence nationale sur la relance industrielle !!!

Que faut-il faire en pareil cas ?

1. Décider de déplacer les responsables, en nommer d'autres plus compétents, oui, peut-être ; 2. Faire tourner les agents plus ou moins confrontés à ces risques, les permuer, peut constituer une solution ; 3. Se refuser à admettre de telles situations qui concernent peut-être des cas isolés et dire que tout va bien dans le meilleur des mondes, c'est quelque part vouer à l'échec toute volonté de progresser.

Et quand bien même il n'existerait que quelques cas rares, il faut se garder de les qualifier d'insignifiants : on doit, au contraire, les considérer comme une tumeur qui risque de gangrener, à terme, tout l'appareil administratif ! Mais on ne doit pas amplifier, outre mesure, le sujet au point de le noyer dans l'immense problématique de la réforme du service public, concept encore à la recherche de sa propre définition, et d'en faire un ministère à part entière. La solution ne doit pas aussi consister dans la création d'un ministère chargé de la réforme du service public, budgétivore, inutile, qui n'avait servi qu'à recycler un personnel en panne d'idées.

Ce type de ministère qui assurerait pourtant sa tutelle sur la direction générale de la Fonction publique n'a pas fait montre de la moindre réaction concernant le scandale du «gel de 140 000 postes de travail», qui avait pénalisé tant et tant de demandeurs d'emploi, qui étaient en droit de demander des comptes et d'exiger des sanctions en rapport pour les auteurs.

Et puis à la limite, que pouvait faire ce département sachant, comme l'expérience l'a démontré, le mauvais accueil de l'administré, le manque de transparence des décisions administratives, en un mot, tous ces aspects négatifs ne nécessitent ni lois, ni décrets, ni des réformes décidées à partir du Palais du gouvernement pour être supprimés ou tout au moins atténués ?

De ce qui précède, rappelons que le président Tebboune, excédé par l'inertie de certains responsables, avait appelé à mettre un terme à la bureaucratie qui a brisé le rêve des jeunes et les a empêchés de concrétiser leurs projets : ils ne seront plus soumis au parcours du combattant pour la création de leurs entreprises

En définitive, la lutte contre la bureaucratie et l'amélioration du service public ne relèvent pas seulement d'un discours, mais d'une volonté politique claire, traduite par les orientations fermes du président de la République qui, rappelons-le, a fixé le délai du 31 décembre 2025, pour la numérisation totale de l'ensemble des administrations et institutions publiques.

En appelant à en finir avec les pratiques «antinationales» qui bloquent l'initiative, en instaurant le système déclaratif, en créant un fonds dédié aux start-up et en mettant en place un ministère d'Etat, chargé de l'Inspection des services de l'Etat et des Collectivités locales, confié à Brahim Merad, Abdelmadjid Tebboune a tracé la voie d'une administration plus efficace, plus transparente et plus proche des citoyens.

L'objectif est clair : rompre définitivement avec les lourdeurs qui découragent les porteurs de projets, restaurer la confiance entre l'État et les administrés, et replacer le service public dans sa mission première : servir, avec diligence et équité, l'ensemble des usagers sans distinction ni privilège. C'est à ce prix seulement que l'administration algérienne pourra redevenir un levier de développement et un facteur de cohésion nationale, plutôt qu'un obstacle au progrès.

\*Ancien Cadre Supérieur de l'État

Quand l'eau manque et déborde à la fois

## Repenser nos territoires avant la rupture

Par ElHabib Ben Amara\*

SÉCHERESSE, INONDATIONS, URBANISATION : UNE CRISE STRUCTURELLE DE L'EAU

Et si, face aux sécheresses et aux inondations, l'Algérie repensait l'eau non plus comme une ressource à exploiter ou un danger à contenir, mais comme un capital écologique et économique à sauvegarder et à développer ?

Le pays fait aujourd'hui face à un paradoxe de plus en plus visible : des sécheresses longues et récurrentes, des nappes phréatiques en déclin, et, à l'inverse, des pluies brutales qui provoquent des inondations meurtrières. En quelques heures, des quartiers entiers sont submergés à Alger, Béjaïa, Skikda ou Oran, tandis que quelques semaines plus tard, les restrictions d'eau potable se multiplient. Cette contradiction n'est pas seulement climatique : elle révèle une rupture profonde entre les territoires algériens et leurs cycles naturels de l'eau.

VILLES CÔTIÈRES : IMPERMÉABILISATION ET VULNÉRABILITÉ

Sur le littoral, où se concentre l'essentiel de la population et de l'activité économique, l'urbanisation rapide a profondément transformé les paysages. Les sols ont été scellés par le béton, les oueds canalisés ou enfouis, les plaines inondables occupées. Résultat : l'eau de pluie ne s'infiltre plus, ruisselle violemment vers l'aval, surcharge les réseaux d'assainissement et provoque des crues soudaines.

Chaque épisode pluvieux intense agit comme un rappel brutal : nos villes se noient quand il pleut, et s'assèchent quand il fait sec.

Dans le même temps, ces villes dépendent de barrages lointains, de transferts coûteux et, de plus en plus, du dessalement, énergivore et fragile. Une grande partie de l'eau de pluie, pourtant abondante lors des orages, est perdue en mer sans jamais être valorisée.

HAUTS PLATEAUX : ÉROSION, RUISSELLEMENT ET AGRICULTURE SOUS PRESSION

Entre Tell et Sahara, les Hauts Plateaux constituent un espace clé, à la fois fragile et stratégique. Les précipitations y sont irrégulières, souvent violentes, et les sols, dégradés par le surpâturage et l'agriculture extensive, peinent à retenir l'eau. Le ruissellement emporte la terre fertile, alimente l'envasement des barrages et réduit la recharge des nappes. L'agriculture, grande consommatrice d'eau, y repose encore largement sur des pratiques peu adaptées aux conditions arides. Le pompage excessif des nappes accentue leur déclin, tandis que la productivité reste faible. Sans une transformation profonde des paysages agricoles, les Hauts Plateaux risquent de devenir un simple couloir de ruissellement entre les montagnes et la mer.

SAHARA : FRAGILITÉ DES OASIS ET ILLUSION DE L'ABONDANCE

Plus au sud, le Sahara donne parfois l'illusion d'une abondance hydrique, portée par l'existence de vastes nappes fossiles. Mais cette eau, très

faiblement renouvelable à l'échelle humaine, est aujourd'hui exploitée à un rythme qui compromet sa disponibilité future.

Les palmeraies traditionnelles déclinent, les sols se salinisent, et les savoir-faire ancestraux — foggaras, seguias, gestion collective de l'eau — disparaissent progressivement.

Là aussi, les pluies rares mais intenses provoquent des crues soudaines dans les oueds, des tructrices pour les infrastructures et les habitations, avant que l'eau ne s'évapore ou ne s'échappe dans le désert sans recharger les sols.

LE PAYSAGE ÉPONGE : UNE STRATÉGIE ADAPTÉE AUX RÉALITÉS ALGÉRIENNES

Face à ces déséquilibres, le concept de paysage éponge offre une lecture cohérente et profondément adaptée au contexte algérien. Il propose de considérer l'ensemble du territoire — des toits d'Alger aux piémonts des Hauts Plateaux, des bassins versants telliens aux oasis sahariennes — comme un système vivant capable de ralentir, stocker, infiltrer et redistribuer l'eau.

En ville, cela signifie des surfaces perméables, des parcs d'infiltration, la récupération systématique des eaux pluviales, la réouverture et la renaturation des oueds urbains. Dans les zones agricoles, cela implique haies, sols couverts, agroforesterie, banquettes, demi-lunes et cordons pierreux, capables de retenir l'eau et de régénérer les sols. Dans le Sahara, il s'agit de réhabiliter les oasis, de protéger les palmeraies, de moderniser sans dénaturer les systèmes traditionnels de gestion de l'eau et de capter chaque pluie, aussi rare soit-elle.

Pris ensemble, ces éléments forment un système «respirant», capable de limiter les inondations, de réduire l'érosion, de recharger les nappes peu profondes et de sécuriser des réserves d'eau utiles en période de sécheresse.

AU-DELÀ DE LA TECHNIQUE : UNE SOLIDARITÉ HYDROLOGIQUE NATIONALE

Le paysage éponge repose sur un principe fondamental : la solidarité territoriale. Ralentir l'eau sur les Hauts Plateaux, c'est réduire les crues sur le littoral. Restaurer les sols agricoles, c'est prolonger la vie des barrages. Protéger les oasis, c'est préserver des équilibres écologiques et sociaux essentiels.

Les bénéfices dépassent largement la seule gestion de l'eau : villes plus fraîches face aux canicules, agriculture plus résiliente, biodiversité restaurée, réduction des dégâts matériels et meilleure adaptation aux chocs climatiques. Alors que le changement climatique accentue les extrêmes hydrologiques en Algérie, la question n'est plus de savoir si cette transition est souhaitable. Elle est devenue urgente. Reste à l'inscrire dans les politiques publiques : urbanisme, agriculture, gestion des oueds, lutte contre la désertification et gouvernance de l'eau. Autrement dit, apprendre à concevoir des territoires qui, au lieu de repousser l'eau ou de l'épuiser, savent enfin la retenir — et construire leur avenir avec elle.

\*Architecte urbaniste, vulgarisateur scientifique engagé dans la régénération du cycle de l'eau, et traducteur de The New Water Paradigm de Michal Kravěik et al. en français et en arabe.



# Taiwan, la Chine et l'Europe : quand la géopolitique frappe à la porte

Par Salah Lakoues

**M**ais si la Chine parvient, à court terme, à maîtriser la production de processeurs de pointe et à prendre l'avantage technologique, Taïwan cessera d'être un enjeu vital pour les États-Unis. L'île deviendra alors un coût stratégique plutôt qu'un pilier indispensable. Et en géopolitique, ce qui devient calculable devient négociable. Le jour où Pékin comblera son retard, la dissuasion américaine s'évaporerait. Les promesses ne suffiront plus, les discours non plus. La protection d'un territoire n'a jamais reposé sur les principes : elle repose sur l'intérêt.

## LA CHINE : RIVAL SYSTÉMIQUE, PAS SEULEMENT RÉGIONAL

Depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis ont identifié différents adversaires potentiels. La Russie perturbe, mais elle ne menace pas l'ordre mondial de manière systémique. La Chine, elle, se positionne sur tous les plans : économique, technologique, industriel, militaire et diplomatique. Sa stratégie ne consiste pas à conquérir militairement le monde, mais à le réorganiser par l'attractivité et la dépendance.

Elle investit massivement dans les infrastructures, contrôle des chaînes de valeur critiques, impose ses normes technologiques et développe des systèmes financiers alternatifs. L'objectif de Pékin est clair : créer un système où ses partenaires et rivaux seront structurellement dépendants de sa puissance industrielle et technologique.

## POUR WASHINGTON, CELA CHANGE TOUT

Les États-Unis ne craignent pas simplement une confrontation militaire locale ; ils voient un adversaire capable de supplanter leur domination globale sans tirer un coup de canon. La Chine est l'enjeu central du XXI<sup>e</sup> siècle.

## TAÏWAN : LE VERROU STRATÉGIQUE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Taïwan n'est pas un symbole abstrait. C'est le maillon indispensable des semi-conducteurs avancés : 60 % de la production mondiale et 90 % des puces les plus sophistiquées. Qui contrôle Taïwan contrôle la technologie critique, l'intelligence artificielle, l'industrie militaire et, à terme, la compétitivité économique mondiale.

## LES SCÉNARIOS POSSIBLES SONT CLAIRS :

Blocus ou pression économique progressive : la Chine pourrait isoler Taïwan sans recourir à la guerre ouverte, en perturbant les chaînes logistiques et en utilisant des leviers économiques.

Invasion rapide : coûteuse et risquée, mais théoriquement possible si Pékin juge le moment opportun.

Intégration différée : un scénario où

Taïwan n'est pas protégée par des promesses, ni par des valeurs, ni par la morale. Elle l'est parce qu'elle fabrique ce que personne d'autre ne peut produire : les semi-conducteurs avancés qui font tourner l'économie, la défense et la technologie du XXI<sup>e</sup> siècle. Tant que cette supériorité existe, Washington se sent obligé de défendre l'île.



Taïwan reste autonome de facto, mais sous pression constante, jusqu'à ce que le rapport de force rende la réunification inévitable.

Les États-Unis hésitent : intervenir directement est un risque majeur, mais ne rien faire pourrait signifier perdre l'avantage technologique stratégique. Dans ce dilemme, la maîtrise chinoise des puces à court terme pourrait inverser la donne, rendant Taïwan moins indispensable pour Washington.

## L'EUROPE : PROSPÈRE, PACIFIÉE... ET FRAGILISÉE PAR SES CHOIX

Pendant ce temps, l'Europe observe, parle, s'indigne, mais ne peut pas agir seule. Depuis 1945, elle a délégué sa sécurité aux États-Unis et investi dans la prospérité économique, l'État social et l'intégration régionale. Cette dépendance a créé une atrophie stratégique : l'Europe a perdu la culture militaire, l'acceptation sociale du sacrifice et la capacité de décision rapide.

Mais l'Europe souffre aussi d'un autre mal : son obsession pour l'immigration et sa méfiance vis-à-vis de ses voisins méditerranéens ont détourné son attention des véritables enjeux stratégiques. En négligeant le Sud, elle a ouvert la

voie à des fractures politiques internes et à l'émergence de forces extrémistes, souvent anti-européennes. L'extrême droite prospère sur le ressentiment et le sentiment que l'Union européenne est incapable de protéger les citoyens tout en restant fidèle à ses principes.

Cette combinaison - dépendance militaire, désintérêt géopolitique et fracture interne - rend l'Europe incapable de peser dans le nouvel ordre mondial. Même des budgets record ou des sommets diplomatiques ne suffisent pas à reconstruire une puissance stratégique crédible.

## LE CALCUL AMÉRICAIN : INTÉRÊT AVANT PRINCIPE

Trump ou Biden ne changent pas les règles du jeu. La hiérarchie des priorités américaines est simple : la Chine d'abord, la Russie ensuite, l'Europe et l'Ukraine en périphérie. Les valeurs et les promesses ne pèsent pas face à l'intérêt stratégique. La protection n'est jamais une question de principes : elle est conditionnée par l'utilité réelle d'un territoire ou d'un partenaire.

Dans ce contexte, l'Europe doit faire un choix : continuer à vivre dans le déni, ou accepter sa dépendance et repenser sa stratégie dans un monde où le pivot

se fait en Asie, et où la puissance se mesure par la maîtrise technologique et industrielle, pas par la moralisation.

## LE DÉNI COÛTE CHER

Le XXI<sup>e</sup> siècle ne sera pas occidental. Il ne sera pas seulement chinois. Il sera impitoyable pour ceux qui refusent de voir la réalité telle qu'elle est. Les États-Unis l'ont compris, la Chine agit en conséquence, et l'Europe hésite encore, prisonnière de ses obsessions intérieures, de ses fractures politiques et de ses choix stratégiques erronés.

Taïwan, la Chine et l'Europe illustrent une règle simple mais cruelle : la puissance se mesure par la capacité à produire, à décider et à anticiper, et non par les promesses ou les idéologies.

Ceux qui s'obstinent dans le déni - qu'il s'agisse d'ignorer les voisins du Sud ou de croire qu'une armée européenne peut se reconstruire du jour au lendemain - seront condamnés à l'irrélevance stratégique.

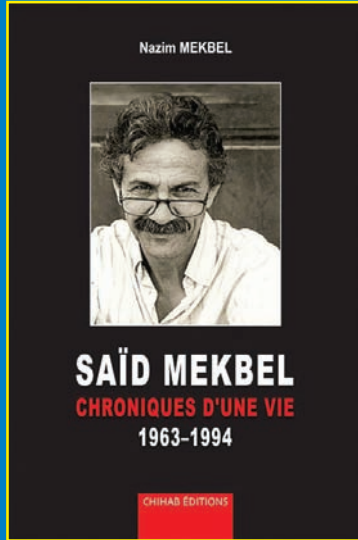
Le temps de l'illusion est révolu. L'Europe doit choisir : s'adapter ou disparaître du jeu. La Chine, elle, avance méthodiquement, semi-conducteur après semi-conducteur, imposant une nouvelle hiérarchie mondiale où le pragmatisme prime sur les principes.



**médiatic**  
Par Belkacem  
Ahcene-Djaballah  
**Livres**



**Saïd Mekbel. Chroniques  
d'une vie, 1963-1994**



Recueil d'articles Chihab Editions,  
Alger 2025, 271 pages, 1950 dinars

Il a marqué le journalisme national au début des années 60 (à partir de 1963), puis au début des années 90. Lui, c'est Saïd Mekbel, un physicien de formation et journaliste par vocation. C'est sous les pseudonymes d'El Ghoul puis de Mesmar J'ha qu'il signera, à partir de 1963, plus de 1500 billets qui, tout au long de son parcours, dissèqueront avec une plume satirique la société algérienne et ses hommes politiques.

Subtil, engagé, il adopte une forme de plus en plus grave au fil des événements qui secouent le pays au début des années de terrorisme.

Saïd Mekbel écrira alors : « Mon pays a plus besoin d'un journaliste que d'un physicien, parce qu'il a besoin qu'on parle de lui, question de survie. »

L'ouvrage est né d'un questionnement. « Il a fallu que mon fils Mehdi s'intéresse aux écrits de son grand-père pour que je réalise ce qui manquait », raconte l'auteur, Nazim Mekbel, fils du journaliste assassiné. « En lecteur curieux, mon adolescent d' alors aurait sûrement apprécié les chroniques d'El Ghoul et de Mesmar J'ha, mais il n'aurait pas compris le sens de chacun de ces billets, il m'aurait sans cesse fallu être présent pour lui expliquer les faits cités. De cette réflexion est née l'idée de contextualiser les chroniques de Saïd Mekbel. » Nazim réfléchit donc à ce que lui dit son fils Mehdi et entreprend de se replonger dans les centaines d'écrits de presse de son père.

Son père ? Le samedi 3 décembre 1994, à Hussein Dey, quartier d'Alger, Saïd Mekbel partage son déjeuner avec une collègue du quotidien « Le Matin » dans une pizzeria proche du siège du journal. Un tueur du Groupe islamique armé (GIA) jaillit et lui tire en pleine tête. Il sera le 34<sup>e</sup> journaliste tué



# PLUME(S) ET VÉRITÉ(S)... ASSASSINÉE(S)

sur plus d'une centaine (110). Déjà, le 8 mars 1994, Mekbel avait échappé à une tentative d'assassinat. En janvier 1993, son nom figure sur une liste placardée sur les murs d'une mosquée à Alger-Centre ; y figuraient aussi d'autres journalistes, écrivains, intellectuels, à qui il était donné quarante jours pour « se repentir ».

Le jour même de son assassinat paraît son ultime billet, sur la dernière page du Matin, commentant la décapitation, le 30 novembre, par les terroristes islamistes, de cinq personnes à 60 km au sud d'Alger, dont deux journalistes, Issaad Ahmed et Lakhal Nassereddine. Un texte qu'on qualifia de prémonitoire, republié par les grands quotidiens du monde. Titre du billet ? « Ce voleur qui... » : « Ce voleur qui, dans la nuit, rase les murs pour rentrer chez lui, c'est lui.

Ce père qui recommande à ses enfants de ne pas dire dehors le méchant métier qu'il fait, c'est lui.

Ce mauvais citoyen qui traîne au palais de justice, attendant de passer devant les juges, c'est lui.

Cet individu pris dans une rafle de quartier et qu'un coup de crosse propulse au fond du camion, c'est lui.

C'est lui qui, le matin, quitte sa maison sans être sûr d'arriver à son travail. Et lui qui quitte le soir son travail sans être certain d'arriver à sa maison.

Ce vagabond qui ne sait plus chez qui passer la nuit, c'est lui.

C'est lui qu'on menace dans le secret d'un cabinet officiel, le témoin qui doit ravalier ce qu'il sait, ce citoyen nu et désarmé...

Cet homme qui fait le vœu de ne pas mourir égorgé, c'est lui.

Ce cadavre sur lequel on secoue une tête décapitée, c'est lui.

C'est lui qui ne sait rien faire de ses mains, rien d'autre que ses petits écrits, lui qui espère contre tout, parce que, n'est-ce pas, les roses poussent bien sur les tas de fumier.

Lui qui est tous ceux-là et qui est seulement, journaliste. »

**L'Auteur** : Nazim Mekbel est né en 1966 à Alger. Titulaire d'un BTS en radiologie médicale (Hôpital Mustapha, 1989-1994) et

d'un diplôme en informatique de gestion, il a été pendant plusieurs années journaliste correspondant d'El Watan (1997-2009). Il a intégré les éditions algériennes Dalimen en 2004. Fils cadet de Saïd Mekbel. Fondateur du mouvement « Ajouad Algérie Mémoires ».

**Table des matières** : Préface/ Introduction/ Chroniques 1963-1994/ Inédits/ Epilogue/Index/Les principaux partis politiques/Annexe

**Extraits** : « Allal el fassi ? Encore un historien de la nouvelle vague, ou un naturaliste admirateur de Picasso » (23 octobre 1963, p 22), « Propriétaires de salles de spectacle, ayez pitié de nous ! S'il vous plaît donnez nous du travail, à nous qui parlons cinéma » (16 avril 1964, p 31), « Toute cette guerre du Golfe a obéi à un désir inflexible : Bush a eu sa guerre, il a eu sa victoire, parions qu'il veut aussi avoir à lui tout seul, son vaincu » (2 mars 1991, p 69), « Il est dans la tradition militaire une vertu essentielle qui veut que dans toute affaire, le supérieur couvre son subordonné en endossant la responsabilité des faits qui lui sont imputés. Comme on n'emprunte qu'aux riches, il n'est guère curieux de constater que dans ce qu'il est convenu d'appeler la mafia politico-financière, on pratique cette même vertu, mais à l'extrême, de tout prendre sur son propre dos » (22 février 1993, p 144), « Mohamed Boudiaf ? Au bout du compte le pays ne l'a découvert que le jour de sa mort » (14 octobre 1993, p 170), « Après quatorze années d'abstinence verbale, s'il (Note : A. Boutefflika) est désigné comme président, il aurait tellement de choses à raconter qu'il en oublierait peut-être notre envie de parler » (23 janvier 1994, p 187), « La langue est un système d'expression commun à un groupe, la parole est une faculté pour ce groupe de s'exprimer et se faire entendre » (note manuscrite de septembre 1994 citée, p 225).

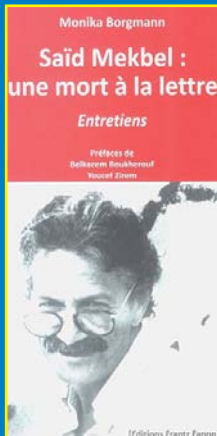
**Avis** Pour les « jeunots » de la presse (générations 70 et 80), on a eu Boussaâd Abdiche, Saâd Bouakba, Sid Ahmed Semia-

ne, Zoubir Souissi, Amor Ali Talmat et quelques autres... mais comme précurseur et grand maître... ce fut bel et bien Saïd Mekbel. Celui qui, certainement, a été le père fondateur du genre, toujours fidèle au poste, et ce depuis octobre 63. L'art du billet et de la chronique de presse qui vise et frappe juste... sans blesser.

**Citations** : « La politique n'est pas la boxe, la lutte ne se déroule pas sur le ring central et les coups bas n'y sont point interdits. Ici, pas de vide, le trop-plein, toujours » (Alger Républicain, El Ghoul, octobre 1989, no 0, p 34), « La puissance peut être bien fragile et mener tout droit à la pire des solitudes » (2 mars 1991, p 69), « L'ignorance menant à la méfiance, le doute poussant à l'abstention, j'essaie de faire en sorte de ne pas être avec et pour ceux dont la vocation est de former puis de dresser des troupes » (1<sup>er</sup> février 1992, p 101), « Ainsi dans le monde de notre justice, qu'elle soit civile ou militaire, on vit de refus. Allant d'un refus à un autre comme on saute d'une pierre à une autre pour ne pas se mouiller dans la traversée d'un gué » (14 juillet 1992, p 123), « Les révolutions sont faites par des hommes et elles ont besoin de leurs petites choses pour prendre et grandir comme les roses ont besoin de fumier pour pousser » (30 juillet 1992, p 128), « Ce sont les lois non écrites qui sont les véritables et qui font faire ses petits pas à l'Humanité » (9 octobre 1992, p 132), « Avoir la foi, c'est d'abord croire sans avoir besoin de preuves ou de démonstrations d'aucune sorte » (2 mars 1993, p 145), « La liberté de gouverner s'use plus vite que la liberté de la presse quand on ne sait pas s'en servir » (4 mai 1993, p 151), « Aucun pays ne peut s'épanouir s'il étouffe la parole » (Ali Kafi cité p 155. Extrait du Soir d'Algérie du 12 mai 1993), « La misère se nourrit de toutes les misères comme la haine vit de toutes les haines. En dénonçant l'une et l'autre, on ne cherche pas à dénigrer son pays. On cherche, au contraire, à le défendre et à le protéger » (13 novembre 1993, p 178), « La vérité est comme la justice, elle a besoin de témoins, même les tout petits témoins qui peuvent écrire des choses qui restent et qui durent » (Non datée, p 255).

**Saïd Mekbel :  
une mort à la lettre.  
Entretiens**

Ouvrage de trois  
grandes interviews  
de Monika Borgmann  
(Préfaces de  
Belkacem  
Boukherouf et  
de Youcef Zirem).  
Editions  
Frantz Fanon,  
Tizi Ouzou 2015  
(Dar al-Jadeed,  
Beyrouth, 2010  
et Téraèdre, Paris  
2008), 111 pages,  
500 dinars



(Fiche de lecture déjà publiée fin juin 2020. Extraits pour rappel. Fiche complète in [www.almanach-dz.com/communication/bibliotheque d'almanach](http://www.almanach-dz.com/communication/bibliotheque_d'almanach))

Trois grands entretiens à Alger, en pleine tourmente, les 4, 12 et 16 décembre 1993. Soixante dix questions au total : En vrac, sur la mort de Tahar Djaout, sur la peur d'être assassiné ou enlevé ou torturé, sur l'idée de l'exil, sur l'écriture (encouragé au départ par Henri Alleg et Kateb Yacine, en 62, puis par la suite par T. Djaout pour aller encore plus loin dans l'art d'écrire), sur la série d'assassinats d'intellectuels et de journalistes, sur les lettres de menaces, sur la vie quotidienne et les dangers encourus, sur la presse, les journalistes et la profession, sur le Fis, sur l'armée (...), sur les victimes des terroristes, sur les mafias, sur le Ffs, sur le pouvoir, sur la torture...

Toute une vie en trois entretiens (...)  
Tout ça dans la lucidité la plus totale souvent, la plus incompréhensible parfois (surtout pour la journaliste qui l'interviewait et cela se perçoit aisément dans les questions, mais aussi pour les lecteurs d'aujourd'hui). Avec, bien sûr, quelques jugements un peu trop tranchants et que l'on comprend parfaitement si l'on se rappelle le contexte infernal de l'époque au sein duquel notre homme vivait totalement immergé sans se cacher. Mekbel vivait entièrement dans sa société et pour ses lec-

teurs ... jusqu'à son oubli des dangers (ou leur prise en compte). N'est pas intellectuel (et journaliste) qui veut !

Trois grands entretiens. Soixante dix questions. Soixante dix réponses, courtes ou longues qui, mieux qu'un essai politique, décrivent avec justesse les débuts d'une décennie noire qui allait devenir très rapidement rouge.(...)

**Les Auteurs** : Saïd Mekbel est né le 30 mars 1940 à Bejaïa... et il est mort, assassiné le 3 décembre 1994 par les terroristes (ou par une mafia politique, on ne sait au juste ?), alors qu'il terminait de déjeuner juste à côté du journal dont il était le directeur, le quotidien Le Matin. Physicien de formation (Ingénieur docteur), c'est un des journalistes algériens les plus connus et les plus talentueux et ce, déjà depuis 62, avec, entre autres, ses fameux billets corrosifs signés El Gatt (le plus fameux est titré « Ce voleur qui... » publié le jour même de sa mort et qui fait le portrait du journaliste algérien dans la tourmente)... toujours dans des journaux de gauche (Alger Républicain surtout, chaque fois qu'il n'était pas interdit par les pouvoirs en place).

Née en Allemagne en 1966, Monika Borgmann, après des études en philologie arabe et en sciences politiques, a vécu au

Moyen-Orient plusieurs décennies et a obtenu la nationalité libanaise.

D'abord journaliste, avec son mari Lokman Slim, elle a réalisé Massaker, le témoignage de six anciens miliciens impliqués dans les massacres de Sabra et Chatila, film qui a gagné de nombreux prix internationaux. Le couple a aussi coproduit de nombreux documentaires et offre également des services en post-production pour aider les jeunes cinéastes arabes.

**Avis** Pour ne jamais oublier, pour les anciens... qui veulent lire. Et, pour mieux comprendre, pour les jeunes...(...)

**Citations** : « Le grand problème est de se dire que le terroriste veut terroriser. Si tu lui montres que tu ne cèdes pas à la terreur, c'est déjà une victoire. C'est une victoire sur lui et c'est une victoire sur toi. Parce que sur toi, ça te permet de réfléchir encore plus » (Saïd Mekbel, p 47), (...). « Le grand malheur de l'Algérie, c'est la corruption. Il n'y a pas que la corruption financière, il y a aussi la corruption morale. Certains intellectuels sont corrompus. Et, je crois que c'est cette corruption, qui atteint la famille, qui s'est répandue partout. C'est le grand mal » (Saïd Mekbel, p 69) (...)



## Le marché d'Es-Sénia éradiqué 130 tables démantelées et 77 vendeurs transférés vers les deux marchés



K. Assia

Conformément aux directives du wali d'Oran portant sur la lutte contre l'occupation illicite des trottoirs et l'éradication des marchés informels, les membres de la cellule de la protection de l'environnement de la wilaya ont procédé avant-hier au démantèlement du marché informel d'Es-Sénia. Une opération menée en étroite collaboration avec les services de l'APC et les services de la sûreté de daïra d'Es-Sénia. Ainsi, 130 tables et extensions anarchiques ont été enlevées à l'issue de cette action qui a permis de dégager le principal axe routier et surtout d'ouvrir l'accès à l'école qui étaient carrément bloqués par ce marché informel. La commission a procédé par la suite au transfert de 77 détenteurs de tables activant dans l'informel vers les deux marchés de la commune d'Es-Sénia qui étaient désertés par leurs occupants. Par ailleurs, pour ce qui est du reste des tables, il s'agit d'extensions anarchiques de magasins.

Depuis plusieurs jours, le mot d'ordre est donné et de nombreux marchés informels ont été démantelés dans plusieurs quartiers à l'exemple du marché de Haï Yasmine où 27 kiosques érigés anarchiquement, 91 tables installées illicitement sur les trottoirs et 21 extensions de commerce sans aucune autorisation ont été dé-

mantelés. Dans le quartier de Haï En-Nour, la commission appuyée par les services suscités a libéré les trottoirs avec la démolition de 22 extensions et l'enlèvement de 7 tables. A vrai dire, tous les moyens humains et matériels sont mobilisés et plusieurs obstacles qui entravaient la circulation automobile et piétonne sont enlevés. Idem dans le secteur urbain El Badr où plus de 180 bornes métalliques et des dizaines d'autres de barrières mises sur les trottoirs sans aucune autorisation ont été enlevées. Les initiateurs de cette campagne de lutte contre l'occupation illicite des trottoirs rappellent la dernière loi portant sur la protection et la préservation de l'espace public et les sanctions encourues en cas de transgressions.

Sur ce et pour une meilleure efficacité, les APC ont opté tout d'abord pour la prévention avec des mises en demeure adressées aux commerçants en infraction. Dans le cas contraire, des sanctions seront prises à leur encontre, apprend-on. Le but est de libérer toutes les voies et les ruelles squattées par des commerçants ambulants et aussi les trottoirs occupés sans autorisation par des commerçants. Il y a une semaine et dans le cadre des efforts continus visant à améliorer le cadre de vie urbain et à lutter contre le phénomène d'occupation anarchique de l'espace public, une opération d'envergure a été me-

née au quartier Ibn Sina ex-Victor Hugo, dans la wilaya d'Oran. En exécution des instructions de M. Ibrahim Ouchène, wali de la wilaya d'Oran, relatives à la lutte contre les marchés informels, l'occupation illicite des trottoirs et de la voie publique, la Cellule de l'environnement et de la protection du milieu relevant du cabinet du wali est intervenue, en coordination avec la commune d'Oran et les services de sécurité, pour procéder à l'élimination du marché anarchique de fruits et légumes implanté au quartier Ibn Sina.

Ce marché informel causait des désagréments, notamment l'obstruction des accès à deux écoles primaires, mettant en danger la sécurité des élèves et perturbant la circulation des riverains. Les commerçants concernés ont été sensibilisés et convaincus de poursuivre leurs activités à l'intérieur du marché couvert du centre-ville, offrant des conditions d'exercice plus adéquates et organisées. À l'issue de l'opération, les services concernés ont procédé au nettoyage complet des lieux, incluant l'enlèvement des déchets, le nettoyage et la remise en état des trottoirs par des travaux de peinture. Cette action s'inscrit dans une démarche globale visant à améliorer l'environnement urbain, restaurer l'ordre public et renforcer l'harmonie au sein du tissu urbain de la ville d'Oran.

## Université d'Oran 2 Mohamed Benahmed Conférence nationale sur la protection juridique de l'eau

La protection juridique des ressources en eau a constitué le thème générique d'une conférence nationale tenue lundi à l'Université d'Oran 2 Mohamed Benahmed sous le titre «Protection juridique de l'eau dans le contexte du changement climatique».

Organisée par le Laboratoire de droit économique et environnemental de la Faculté de droit et des sciences politiques, cette rencontre a abordé plusieurs sujets scientifiques liés au cadre juridique de la protection de l'eau, aux défis posés par le changement climatique à la sécurité hydrique et au développement durable en Algérie, au rôle des institutions nationales dans la garantie de la sécurité hydrique et aux mécanismes d'adaptation législative pour relever ces défis.

Dans ce cadre, la présidente de cette rencontre, Dr Khader Soumia, a souligné que cette rencontre met l'accent sur l'importance de renforcer la protection juridique de l'eau

en tant que ressource stratégique face aux changements environnementaux et climatiques actuels, soulignant le rôle de la législation dans la rationalisation de la consommation de l'eau et la lutte contre sa pénurie et sa pollution.

Pour sa part, le Dr Berbihi Mahiedine, chef du département de droit privé de la Faculté de droit et des sciences politiques, a affirmé que le législateur algérien a élaboré des textes de loi spécifiques pour la protection des ressources en eau, notamment par le biais de la réforme constitutionnelle de 2020, et plus précisément de l'article 13. Cet article constitue une consécration juridique de la protection de l'eau et un engagement envers les accords internationaux qui garantissent le droit humain à l'eau potable, compte tenu de l'impact négatif de la pollution et du changement climatique sur la quantité et la qualité des ressources en eau superficielles et souterraines.

Par ailleurs, le Dr Khadhuma Ab-

delkader, professeur à l'Université d'Oran 2, a mis en lumière la Convention des Nations Unies de 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation. Cette convention vise à réglementer l'utilisation de ces voies navigables et à promouvoir la coopération entre les Etats. Il a souligné son efficacité face aux défis climatiques, tout en insistant sur la nécessité de réviser certaines de ses dispositions, compte tenu de l'aggravation du changement climatique et de ses effets multiplicateurs, notamment sur les ressources en eau.

Plusieurs communications scientifiques ont été présentées lors de la conférence, dont : «L'adaptation à l'eau comme mécanisme de gouvernance de l'eau», «Le changement climatique et son impact sur le développement agricole en Algérie» et «Rationaliser l'utilisation de l'eau dans les villes intelligentes face au changement climatique», ainsi que d'autres interventions liées à ce thème.

## «Raconte au monde ton pays» Lancement de la 61<sup>e</sup> édition du concours international à Oran

J. Boukraa

La direction de la culture et des arts de la wilaya d'Oran annonce le lancement officiel de la sixième édition du concours international « Raconte au monde ton pays », une initiative culturelle et éducative d'envergure internationale, destinée aux enfants et aux jeunes issus de différents pays du monde. À travers ce concours, les jeunes talents de la wilaya d'Oran sont invités à exprimer leur créativité et à mettre en valeur la richesse du patrimoine algérien, la profondeur de son histoire, la diversité de ses traditions, ainsi que la beauté naturelle et culturelle de la ville d'Oran, la radieuse.

Le concours est organisé par le Centre innovant pour le développement et l'éducation des enfants et des jeunes, une organisation russe à but non lucratif, avec le soutien de la Commission du travail, de la politique sociale et des affaires des anciens combattants de la Douma d'État de la Fédération de Russie. Il vise à renforcer le dialogue interculturel et à créer des ponts de communication et d'amitié entre les jeunes du monde entier.

Ce concours a pour objectifs principaux : Favoriser l'amitié et la coopération entre les jeunes de différentes cultures. Encourager la découverte et l'étude de l'histoire et de la culture nationales et locales. Soutenir les enfants de la diaspora algérienne afin de renforcer leur lien avec leur pays d'origine. Diffuser une image positive de l'Algérie et de la ville d'Oran à travers des productions créatives.

Les participants peuvent concourir dans l'une des deux catégories suivantes:

1. Catégorie texte et présen-

tation visuelle, ils doivent réaliser une page au format A4 combinant texte et images autour d'un thème tel que : un événement historique, un site touristique ou culturel, une tradition ou une coutume algérienne, une valeur familiale ou sociale, un exploit scientifique ou technologique.

La page doit être rédigée en langue russe, accompagnée d'une traduction dans une langue étrangère (arabe ou français, par exemple). Les travaux peuvent être réalisés manuellement ou numériquement et soumis au format PDF ou JPG, avec une taille maximale de 5 Mo.

Pour la catégorie vidéo, les candidats doivent produire une vidéo courte (90 secondes maximum) portant sur l'Algérie ou la ville d'Oran.

La vidéo doit être réalisée dans une langue étrangère avec une traduction en russe, ou inversement. Les formats acceptés sont MP4 ou AVI, avec une taille ne dépassant pas 100 Mo. Les vidéos peuvent être filmées à l'aide d'un téléphone portable ou d'une caméra, en privilégiant la qualité du contenu et l'originalité de l'idée. La date limite de dépôt des travaux est le 20 mars 2026, alors que les des résultats et remise des prix : mai 2026.

Les lauréats des trois premières places dans chaque catégorie se verront attribuer des diplômes et des prix de valeur. Les meilleures réalisations seront diffusées sur des plateformes internationales et dans les médias. Les gagnants pourront également être invités à la cérémonie de remise des prix à Moscou, selon les conditions définies par les organisateurs, et leurs œuvres pourront être exposées lors de manifestations culturelles nationales et internationales.

## Lutte contre le commerce des stupéfiants Deux dealers arrêtés et 760 gr de cocaïne saisis

Agissant sur la base d'informations, les éléments de la 1<sup>ère</sup> circonscription de la police judiciaire de la sûreté d'Oran sont parvenus à mettre la main sur deux individus pour détention et commercialisation de drogue dure. Les deux mis en cause se servaient de leurs domiciles pour stocker et commercialiser à bord d'un véhicule les stupéfiants dans les mi-

lieux urbains. Ainsi, les investigations menées sur le terrain et après avoir avisé le procureur de la République près le tribunal de Fellaoucene, les enquêteurs ont mis en place un dispositif de surveillance qui a permis de les arrêter et de saisir une quantité de 760 gr de cocaïne. Ils ont été présentés au tribunal et placés sous mandat de dépôt.

K. Assia

Horaires des prières pour Oran et ses environs

10 chaâbane 1447

El Fedjr  
06h39

Dohr  
13h16

Assar  
16h06

Maghreb  
18h30

Icha  
19h51





## Mostaganem Le barrage de l'Oued Cheliff fait le plein

Le taux de remplissage du barrage de l'Oued Cheliff, dans la wilaya de Mostaganem, a atteint 100% à la suite des dernières précipitations, selon la direction de cet ouvrage hydraulique. Ce barrage de l'Oued Cheliff a enregistré, ces derniers jours, une hausse notable du niveau des eaux, ce qui a conduit à son remplissage total. Le volume d'eau stocké dans cet ouvrage à la suite des récentes pluies est estimé à près de 30 millions de mètres cubes, correspondant à sa capacité totale.

Suite à cette situation, l'administration du barrage a entamé l'opération de déversement des eaux excédentaires, en les transférant vers le barrage réservoir de Kerrada, dont la capacité globale est estimée à 61 millions de mètres cubes.

La même administration a également mobilisé quatre équipes travaillant en continu, 24 heures sur 24, pour évacuer les eaux excédentaires dépassant la capacité du barrage vers l'exutoire en direction de la mer Méditerranée, notamment en raison de la hausse continue et exceptionnelle du niveau des eaux arrivant par le lit de l'oued.

Dans le même contexte, les communes concernées ont pris une série de mesures préventives face à l'élévation du niveau des eaux de l'oued, notamment en alertant les citoyens résidant à proximité des berges, ainsi que les usagers des routes avoisinantes, en particulier dans les communes de Sidi Belattar, Benabdelmalek Ramdane et Mostaganem.

De leur côté, les services de la daïra

d'Aïn Tédélès ont enregistré une hausse relative du niveau des eaux au niveau du chemin de wilaya CW 42 reliant les communes d'Aïn Tédélès et de Sidi Belattar, ce qui a nécessité l'intervention des autorités compétentes pour avertir les automobilistes et les citoyens d'éviter l'emprunt de cet axe routier.

A noter que le barrage de l'Oued Cheliff et le barrage réservoir de Kerrada assuraient auparavant l'alimentation en eau potable du couloir Mostaganem-Arzew-Oran, avant que ce système ne soit affecté par la faiblesse des précipitations enregistrées au cours des dernières années, ce qui a conduit à une exploitation limitée de cette ressource vitale pour l'approvisionnement des populations.

## Saïda Une nouvelle polyclinique livrée au mois de juin

La réception d'une nouvelle polyclinique est prévue au mois de juin prochain dans la ville de Saïda, dans le cadre du renforcement des infrastructures sanitaires de la wilaya, a indiqué, mardi, le wali, Amoumene Mermouri.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection de plusieurs projets de développement dans la commune de Saïda, le wali a précisé que ce projet, dont la réalisation est suivie par la direction des Equipements publics et situé au quartier Dhar-Cheikh, a atteint un taux d'avancement de 65%, et sera réceptionné à la mi-année en cours.

Il a ajouté que cette structure sanitaire contribuera au renforcement du réseau de santé de la wilaya, à l'amélioration de la qualité des services de santé offerts aux citoyens, ainsi qu'à l'amé-

lioration des conditions professionnelles des différents personnels médicaux.

Réalisée sur une superficie totale estimée à 2.800 mètres carrés, cette structure comprend plusieurs services, notamment des salles de consultations médicales, de soins dentaires, de radiologie, en plus d'un laboratoire d'analyses médicales et d'une pharmacie, selon les explications fournies par les cadres de la direction des Equipements publics.

Une enveloppe financière globale estimée à 285 millions de dinars algériens a été allouée à la réalisation de cette structure sanitaire, dont les travaux ont débuté au début de l'année dernière, dans le cadre du programme sectoriel, indique-t-on.

Au cours de l'année écoulée, trois polycliniques sont entrées en service

dans les communes de Saïda et d'Aïn El-Hadjjar, après avoir bénéficié d'opérations d'aménagement et de réhabilitation, ce qui a contribué à réduire la pression enregistrée sur l'établissement public hospitalier Ahmed Medeghri au chef-lieu de la wilaya.

Par ailleurs, le wali a inspecté les travaux d'aménagement extérieur et de réalisation d'un parking au niveau de l'oued Oukrif, au centre-ville du chef-lieu de wilaya, dont l'achèvement est prévu au cours de l'année en cours.

Il a également inspecté le projet de réalisation du siège de la direction de la Poste et des télécommunications implanté au quartier Salam 2, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 97%, et dont la réception est prévue à la mi-année en cours.

## Saïda Appel à renforcer le chantier des 100 logements sociaux à Youb



Le parc immobilier de la commune de Youb, dans la wilaya de Saïda, sera renforcé dans les prochains mois par 100 nouveaux logements de type logement public locatif (LPL), les travaux de ce projet ayant atteint un taux d'avancement de 65 %, selon l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), maître d'ouvrage du projet.

Les délais de réalisation de ce quota de logements, dont les travaux ont débuté au début du mois de mars de l'année dernière, ont été fixés à 18 mois, avec une enveloppe financière dépassant 300 millions de dinars allouée à sa

réalisation, selon la même source.

Les travaux d'aménagement du projet se poursuivent à travers son raccordement aux différents réseaux de base, notamment ceux de l'eau potable, de l'assainissement, du gaz naturel et de l'électricité, ajoute la même source.

Dans ce contexte, le wali, Amoumene Mermouri, s'est récemment rendu sur le chantier de ce projet d'habitat lors d'une visite de terrain consacrée à l'inspection de plusieurs projets de développement dans la même commune. Il a insisté sur la nécessité de renforcer le chantier en main-d'œuvre, de respecter les normes

de qualité dans la réalisation, ainsi que de livrer le projet dans les délais contractuels. Le wali a affirmé que les autorités locales veillent à la concrétisation des différents projets de logements à travers les communes de la wilaya dans les délais légaux, en vue de leur attribution à leurs bénéficiaires, contribuant ainsi à l'amélioration du cadre de vie des citoyens. A noter que la daïra de Youb bénéficie d'un programme de 1.345 logements publics locatifs, dont 895 logements ont déjà été réceptionnés, tandis que les travaux se poursuivent pour le reste du programme.

## Tissemsilt Huit marchés seront durant le Ramadhan

La direction du Commerce de la wilaya de Tissemsilt ont annoncé l'ouverture de huit marchés de solidarité à travers les différentes daïras de la wilaya, à l'occasion du mois de Ramadhan, dans le but de garantir la disponibilité des produits de large consommation.

Le chef du bureau de la promotion de la qualité et des relations associatives, Ahmed Abbes, a indiqué que ces marchés solidaires, qui seront ouverts au niveau des huit daïras de la wilaya, seront organisés par les services de la direction du Commerce en coordination avec les communes, les chefs de daïras, la Chambre de l'industrie et du commerce, ainsi que l'Union des commerçants, en collaboration avec les opérateurs économiques et les commerçants, afin d'assurer leur approvisionnement en divers produits et denrées alimentaires tout au long du mois de Ramadhan.

Il a ajouté que ces espaces commerciaux permettront aux citoyens de se procurer différents produits et biens de consommation, notamment ceux connaissant une forte demande durant le mois sacré, tels que les produits alimentaires, les fruits et légumes, les viandes, entre autres, à des prix étudiés et compétitifs.

Il a également indiqué qu'une action de sensibilisation est en cours auprès des opérateurs

économiques afin de les inciter à adhérer aux opérations de vente à prix réduits et à procéder à des ventes promotionnelles durant ce mois béni.

Le responsable a souligné que les services du commerce mobiliseront, durant le mois de Ramadhan, des équipes de contrôle à travers l'ensemble du territoire de la wilaya pour suivre l'approvisionnement des marchés, garantir la disponibilité des produits et le respect des prix réglementés de certaines marchandises, en plus du contrôle des conditions d'hygiène et de salubrité des produits alimentaires, notamment les viandes et leurs dérivés, les fruits et légumes, ainsi que les pâtisseries traditionnelles, très prisées durant le mois sacré. Une attention particulière sera accordée aux produits à péremption rapide, dans le but de préserver la santé du consommateur et d'éviter les intoxications alimentaires.

Selon la même source, une coordination est en cours avec différentes instances, notamment le secteur des affaires religieuses à travers les mosquées de la wilaya, ainsi que les associations actives, pour le lancement de campagnes de sensibilisation tout au long du mois de Ramadhan, visant à encourager les citoyens à rationaliser leur consommation et à lutter contre le gaspillage alimentaire.

## Mascara Un mort et un blessé dans une collision

Un tragique accident de la route s'est produit mercredi dans la wilaya de Mascara, indiquent les services de la protection civile. Les secours sont intervenus à 11h00 à la suite d'une collision entre un véhicule léger et un camion sur l'autoroute est-ouest en direction d'Oran, au ni-

veau de commune de Ras El Ain Amirouche. L'accident a causé la mort d'une femme âgée de 40 ans, et un blessé qui a été évacué vers l'hôpital local. La dépouille de la victime a été transférée à la morgue. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de l'accident.

## Relizane Sept blessés dans un accident de bus

Sept personnes ont été blessées dans la matinée de mercredi dans la wilaya de Relizane, selon les services de la protection civile. Les secours sont intervenus à 08h37 à la suite d'un accident impliquant un bus de transport de passagers qui a percuté un arbre sur

la route nationale n° 04, dans la commune d'El Matmar. Les blessés, âgés de 19 à 68 ans, ont été secourus avant d'être évacués vers l'établissement de santé local.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de l'accident.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGERIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE  
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE D'ORAN  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DÉPARTEMENT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE  
N° : ...../D.M.O/OPGI/2026

وزارة السكن والعمران والمدينة  
والتهيئة العمرانية  
ديوان الترقية والتسيير العقاري لولاية  
المدن والبلديات  
دائرة التحكم في المشاريع  
الرقم : ..... ل.د.م.و.د.ت.ع. 2026

21 JAN 2026

ORAN LE : ..... وهران في : .....

**Avis d'appel d'offres Ouvert**  
**Avec exigence de capacités minimales N° /2026**  
**NIF : 099 931 010 421 329**

Conformément aux articles 36, 37, 38 et 39 de la loi N°23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et aux articles 39, 40, 42 et 44 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'Oran, lance un avis d'appel d'offres Ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation des 112/156 logements publics locatifs en tous cops d'Etat (T.C.E) « Travaux reste à réaliser » sis à Ain el Beida Daira Es Senia Wilaya d'Oran en Lot unique (Programme 3000 logements, Année 2010).

Le présent avis d'appel d'offres adresse aux entreprises publiques ou privées physiques ou morales, de droit algérien et remplissant les conditions d'éligibilité dans le tableau ci-dessous :

**- Conditions d'éligibilité :**

Capacités	Conditions minimales d'éligibilité	Pièces justificatives
Professionnelles	Catégorie trois (03) ou Plus activité principale ou secondaire en bâtiment	Certificat de qualification professionnel en cours de validité
Financières	Le candidat doit avoir réalisé un chiffre d'affaires Moyen supérieur ou égal à 20 000 000,00 durant les trois (03) dernières années (2022-2023-2024) ou (2023-2024-2025)	Les bilans doivent être visés par les services des impôts
Techniques	<b>Références Professionnelles :</b> Avoir réalisé un projet de bâtiment ou un projet d'équipement public de catégorie B ou plus	Attestation de bonne exécution délivrée par des maîtres d'ouvrages publics

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction Générale de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'Oran, 08 Place Boudali Hasni Sidi El Houari Oran, Contre un paiement des frais de reproduction fixés à 5 000,00 DA/TTC non remboursable.

- Les offres accompagnées des pièces et documents en cours de validité, tels qu'exigés par le cahier des charges, doivent être présentées conformément à l'instruction aux soumissionnaires du cahier des charges, les offres doivent être présentées dans trois (03) enveloppes distinctes :

- Une enveloppe contenant dossier de candidature avec l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges.

- Une enveloppe contenant l'offre technique avec l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges.

- Une enveloppe contenant l'offre financière comprenant les pièces requises par le cahier des charges.

Les trois (03) enveloppes doivent être insérées sous un pli anonyme et fermé et ne comprenant que l'expression suivante :

A Monsieur Le Directeur Général de l'OPGI d'Oran  
Soumission à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres.  
Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° .... /2026.

**Projet :** La réalisation des 112/156 logements publics locatifs en tous-cops d'Etat (T.C.E) «Travaux reste à réaliser» sis à Ain el Beida Daira Es Senia Wilaya d'Oran en Lot unique (Programme 3000 logements, Année 2010).

- L'Offre devra être déposée à l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'Oran sis 08, Place Boudali Hasni Sid Houari /Oran.

- Le délai de préparation des offres est de Dix (10) jours, l'heure limite dépôt des offres à 12H00.

- Le jour et l'heure limite de dépôt des offres et le jour et l'heure de l'ouverture des plis correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres, avant 12H00 à compter de la première parution dans l'un des quotidiens ou dans le BOMOP ou journal électronique .

- La séance d'ouverture des plis se tiendra le dernier jour de la remise des offres à 13h00, en séance publique, au siège de L'OPGI d'Oran.

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours augmentés de la dure de préparation des offres, à compter du dernier jour de dépôt des offres.

- Si le jour de dépôt des offres et d'ouverture des plis, coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, il sera prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE LA WILAYA D'ORAN

NIF : 095431019122435

**Avis d'appel d'offre national ouvert Avec exigence de capacité minimale N° 01. /2026**

La direction de l'éducation de la wilaya d'Oran lance un avis d'appel d'offres nationales ouvertes avec exigence de capacités minimales relatives à l'aménagement et réhabilitation des établissements scolaires du cycle moyen de la wilaya d'Oran programme 2024 reliquat.

LOT N°14 : TRAVAUX DE REHABILITATION AU C.E.M FADEL AEK TAFRAOUI

LOT N°15 : AMENAGEMENT D'UN TERRAIN DE SPORT AU CEM FADEL AEK TAFRAOUI

LOT N°16 : REFECTION D'ELECTRICITE DU CEM FIZAZI MILOUD HAI EL BADR ORAN

LOT N°17 : AMENAGEMENT D'UN TERRAIN DE SPORT AU CEM FIZAZI MILOUD HAI EL BADR ORAN

LOT N°18 : TRAVAUX D'ETANCHEITE AU CEM IBN SINA ORAN

LOT N°19 : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA COUR AU CEM IBN SINA ORAN

Tout Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour l'ensemble des lots mais ne seront retenu que pour deux 02 lots en ordre chronologique, et prendre en considération les offres avantageuses pour l'administration.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis et remplissant Les conditions requises, peuvent retirer les cahiers de charges concernant cette Opération auprès de la :

Direction de l'éducation de la wilaya d'Oran 104- rue mouloud Feraoun Service de la programmation et du suivi

Et ce, dès la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux et sur le bomop et sur la presse électronique.

Les offres doivent être déposées auprès de la direction de l'éducation à l'adresse indiquée ci-dessus accompagnées de :

**ELIGIBILITÉ DES CANDIDATURE ET QUALIFICATION DES SOUMISSIONNAIRES :**

Le présent appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales est destiné aux entreprises ayant les capacités pour la réalisation à savoir :

- ❖ Certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité. Activité principale en bâtiment, catégorie deux 02 ou plus.
- ❖ Ayant réalisé un (01) projet travaux de bâtiment, justifié par des attestations de bonne exécutions délivrées par des maîtres de l'ouvrage publics
- ❖ Ayant réalisé un Chiffre d'affaires pour les trois dernières années 3 000.000.00 DA pour lots étanchés (la somation).
- ❖ MOYENS HUMAINS :

Le soumissionnaire devra présenter l'encadrement prévu pour le projet.

Encadrement du projet justifié par déclaration CNAS en cours de validité, et diplôme.

pour les ouvriers ils seront justifiés par la mise à jour CNAS et CACOBATH

- > Chef de projet. (Architecte ou Ingénieur ou master en génie civil ou technicien supérieur en bâtiment).
- > Étanchéiste (justifié par des attestations de travail) pour les lots d'étanchéité.
- > Ouvriers (plus de deux ouvriers).

**❖ MOYENS MATERIELS :**

- Camions benne 2,5T, Bétonnière, Monte-charge.

Tous ces moyens doivent être justifiés par :

- Les cartes grises, assurances en cours de validité pour le matériel roulant;

- Facture d'achat et un procès-verbal détaillé établi par un huissier de justice pour le matériel non roulant de validité d'une année lors de l'ouverture des plis.

**1/ Dossier de candidature**

-voir article 10 du CDC

L'ensemble des pièces énumérées, ci-dessus, devront être ensuite insérées dans une 1ère enveloppe cachetée sur laquelle seront portées les mentions suivantes :

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES**  
**N° CA / 2026**

**« DOSSIER DE CANDIDATURE »**

Dénomination du soumissionnaire et objet de l'avis d'appel d'offres

**2/ L'offre technique**  
-voir article 10 du CDC

L'ensemble des pièces énumérées, ci-dessus, devront être ensuite insérées dans une 2ème enveloppe cachetée sur laquelle seront portées les mentions suivantes :

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES**  
**N° ..... / 2026**

**« OFFRE TECHNIQUE »**

Dénomination du soumissionnaire et objet de l'avis d'appel d'offres

**3/ Offre financière contient :**

La lettre de soumission (rempli en sa totalité) sous peine de rejet.

Bordereau des prix unitaires.

Le devis quantitatif et estimatif (DQE).

L'ensemble des pièces énumérées, ci-dessus, devront être ensuite insérées dans une 3ème enveloppe cachetée sur laquelle seront portées les mentions suivantes :

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES**  
**N° ..... / 2026**

**« OFFRE FINANCIERE »**

Dénomination du soumissionnaire et objet de l'avis d'appel d'offres

Il est à préciser que les 3 plis internes doivent porter chacun la mention «dossier de candidature» « offre Technique» ou « offre financière » et doivent être insérés sous une même enveloppe fermée, totalement anonyme portant la mention « A ne pas ouvrir »

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES**  
**N° ..... / 2026**

**Relatives à l'aménagement et réhabilitation des établissements scolaires du cycle moyen de la wilaya d'Oran programme 2024.**

La date limite de dépôt des offres est fixée à 10 jours à compter de la date de la 1ère parution du présent avis L'ouverture des plis aura lieu le même jour de La date de dépôt des offres à 14 h 00. Les soumissionnaires sont invités à y assister à l'ouverture.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours plus 10 jours de délai de préparation des offres. Soit 100 jours.

Le Directeur de l'Education



## République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya d'Oran

Daïra bir El Djir

Commune de Hassi Bounif

N° ...../2026

Avis du 2<sup>ème</sup> Mise en demeure

- Vu le marché n° 03 /2025 du 16 /06/2025 relative à l'opération :

**AMENAGEMENT URBAIN A HAI CHAHID MAHMOUD(3<sup>ème</sup> Tranche)**

Conclu avec l'entreprise « Eurl Centre Djettou Des Routes » cité de la gare n° 20

bougara - Blida

-Vu l'ordre de démarrage du service N° 39/2025 du 14/07/2025,

-Vu l'arrêt des travaux

Monsieur le président de la commune de Hassi Bounif ,informe l'entreprise qu'elle est mise en demeure afin de commencer les travaux et renforcer le chantier en moyens humains et matériel pour accélérer les travaux dans un délais de 48 heures à compter de la date de la parution dans les journaux.

Dans le cas contraire, des mesures coercitives seront prises

**LE PRESIDENT DE L'APC**

ANEP N° 2631001381 Le Quotidien d'Oran 29/01/2026

## République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya d'Oran

Daïra bir El Djir

Commune de Hassi Bounif

N° ...../2026

Avis du 1<sup>ère</sup> Mise en demeure

- Vu le marché n° 02 /2025 du 16 /06/2025 relative à l'opération :

**AMENAGEMENT URBAIN A HAI 51 LOGTS HASSI AMEUR**

Conclu avec l'entreprise « Eurl Centre Djettou Des Routes » cité de la gare n° 20

bougara - Blida

-Vu l'ordre de démarrage du service N° 35/2025 du 03/07/2025,

-Vu l'arrêt des travaux

Monsieur le président de la commune de Hassi Bounif ,informe l'entreprise qu'elle est mise en demeure afin de commencer les travaux et renforcer le chantier en moyens humains et matériel pour accélérer les travaux dans un délais de 48 heures à compter de la date de la parution dans les journaux.

Dans le cas contraire, des mesures coercitives seront prises

**LE PRESIDENT DE L'APC**

ANEP N° 2631001382 Le Quotidien d'Oran 29/01/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE TIARET

Direction de la protection civile de Tiaret

Route de sougueur Tiaret

NIF : 408002002014054

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire

Conformément aux dispositions d'articles 65 du décret présidentiel n° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics. La direction de la protection civile de la wilaya de Tiaret informe l'ensemble des entreprises ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence minimale N° :02/2025 relatif au projet Acquisition de différents matériels de maintenance et d'intervention. Publiée le 31/12/2025, dans les journaux nationale suivant « le Quotidien d'Oran » et « الجمهورية » qu'a l'issue des résultats de l'analyse de l'évaluation des offres financières, est attribué provisoirement aux soumissionnaires ci-après :

N°	lots	Entreprse retenue	Délai de livraison	Montant de la soumission TTC(DA)	Critères de choix
01	Acquisition de différents matériels de maintenance et d'intervention.	KELLAL Rabah	01 mois	17 822 630,00	moins disant

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentielle n° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics. Les soumissionnaires non retenus et désirant prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont invités à se rapprocher de nos services au plus tard trois (03) jours à compter de la première parution du présent avis d'attribution provisoire.

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiellen° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics Tout soumissionnaire contestant ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Tiaret dans un délai de dix (10) jours, à compter de la première publication du présent avis.

ANEP N° 2631001374 Le Quotidien d'Oran 29/01/2026

## Vend : Nouveau projet industriel

de fabrication d'articles de cuisine en acier inoxydable et aluminium, en cours d'installation et de démarrage à la Zone d'Activités de Tafraoui - Wilaya d'Oran - Contacter le : 0558 51 21 57

## APARTEMENTS

■ A vendre appart F3, 4<sup>ème</sup> étage, superficie 66 m², situé à Hai Chouhada : Hai Sabbah, Oran – Contacter : - 0782.36.82.85

■ Oran : Loue F3, 3<sup>ème</sup> étage, Hai Khemisti, Akid Lotfi, clim+ chf, meublé top, résidence fermée + parking, libre de suite Prix après visite. Tél : 0553.28.11.49

## DIVERS

■ A louer licence de café, commune de Bir El Djir (Belgaïd) Oran – Tel : 0665.10.09.72

■ A louer licence de taxi, ville d'Oran, prix négociable. Libre de suite – Tél : 0699.66.58.38

## LOCAUX

■ A vendre local, à cité Petit (Haï El-Badr), Oran, superficie : 100 m² -Tél : 0555.94.40.80

## EMPLOIS

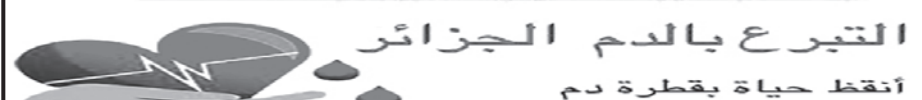
■ Société privée à Oran recrute secrétaire maîtrisant l'Anglais et le Français, niveau universitaire. Envoyer CV par email : emiratestayeb@gmail.com

■ Jeune dame, garde malade, pour personne âgée, enfant, handicapé et autres cas, cherche travail –Tel : 0798.38.67.73

■ Agence de voyages cherche une secrétaire (agent de voyage) retraité du secteur du Tourisme ou bien l'aérienne. Veuillez envoyer vos CV par email : algerieevasion31@gmail.com – Tél : 0661.20.60.24

## ANNIVERSAIRE

« Joyeux anniversaire à la plus précieuse des mamans... »  
Madame Nardjisse DENAN qui fête demain le 30/01/2026 son anniversaire. Une maman aussi lumineuse et printanière que sa fleur éponyme (NARCISSE). Cette fleur est le symbole de renouveau, de joie, de renaissance et d'optimisme. En ce jour béni, que Dieu t'accorde une longue vie pleine de santé, paix et joie profonde. Tu es notre lumière, notre refuge dont la tendresse ne s'épuise jamais.  
عيد ميلاد سعيد لأحلى أم في الدنيا  
Your adorable sons  
Mohamed-Nadir, Ilyes et Moncef  
We love you so much MUM  
Happy Brithday

Don de sang Algérie  
Donner son sang, c'est sauver une vie

## HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail : canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing &amp; Publicité

Conception-Rédaction &amp; Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse



TF1

21.10 MASTER CRIMES



**S 3 - Ep6 : Dites-le avec des fleurs**  
Près de l'Esplanade de La Défense., le cadavre d'un homme est découvert non loin de l'hôtel du Nord. Apprêté comme un condamné à mort, il a eu la langue tranchée. Delandre découvre que cet homme a passé quinze ans en prison pour le viol et le meurtre d'une jeune femme de 20 ans. D'après sa femme, rencontrée en prison, il était en pleine rédemption. D'après Louise, c'est beaucoup moins sûr. L'assassin a-t-il agi par vengeance ou trahison ?...

2

21.10 CASH INVESTIGATION



Ces derniers mois, les accusations d'agressions commises sur des enfants par des animateurs du périscolaire se sont multipliées à Paris et dans toutes les régions. L'équipe de "Cash investigation" s'est intéressée aux origines du problème, à savoir les conditions de travail et de recrutement de ces animateurs. Bon nombre de mairies se montrent peu regardantes sur les profils des postulants. Comment l'école privée se comporte-t-elle de son côté face aux violences sexuelles ou physiques.

3

JEUDI

21.10 AVIS DE TEMPÊTE



Julie Meynard, pédopsychiatre reconnue pour son expertise, voit son quotidien basculer lorsqu'elle reçoit une lettre énigmatique de son ancien mentor, le professeur Le Goff. Ce dernier, installé à Perros-Guirec, semble détenir des informations cruciales – mais à son arrivée, Julie découvre son corps sans vie, victime d'un meurtre aussi brutal qu'inexplicable. L'enquête est confiée à Erwan Kervadec, un officier de police au regard perçant et à la...

CINE +  
PREMIER

20.50 LES TUCHE 4



Après avoir, contre toute attente, accédé à la présidence de la République, Jeff Tuche (Jean-Paul Rouve) sent le poids des responsabilités et une lassitude inattendue s'installer. Dans un coup de théâtre typiquement tuchien, il annonce en direct à la télévision sa démission, laissant la France sous le choc... et Bouzolles, leur ville natale, en pleine ébullition. Car pendant que Jeff jouait les premiers rôles sur la scène politique, les choses ont bien changé...

6

21.10 QUI VEUT ÊTRE MON ASSOCIÉ ?



Les investisseurs de l'émission découvrent le projet Féroce, une initiative pour promouvoir une meilleure nourriture dans les assiettes du quotidien. Le projet Gety, lui, veut accélérer les procédures notariales, notamment en ce qui concerne les héritages. De son côté Agathe mise sur Ma Petite Laine, un cocon de naissance pour améliorer le sommeil des bébés (et des parents). Avec leur application dénommée Buddy, Céline,...

CINE +  
FAMIZ

20.50 LES VIEUX FOURNEAUX 2 : BONS POUR L'ASILE



Pierrot, toujours aussi dynamique et engagé, est emmené au commissariat après une action d'éclat menée dans les rues de Paris avec quelques complices retraités comme lui. Quand il rentre dans le superbe appartement haussmannien de son amie Fanfan, il apprend de la bouche de son ami et complice Baba, que Modibo et Charlie, deux jeunes migrants, sont en situation délicate. Alors que Pierrot et Baba réfléchissent à une solution pour aider...

TFX

21.10 GLADIATOR



Dans les dernières lueurs de l'Empire romain, alors que les légions écrasent les barbares aux confins de la Germanie, un homme incarne l'honneur et la loyauté absolue : le général Maximus (Russell Crowe). Commandant respecté et stratégie redoutée, il a mené les armées de Rome à la victoire sous les ordres de l'empereur Marc Aurèle, qui voit en lui bien plus qu'un simple soldat – un successeur potentiel pour guider un empire à l'aube de son déclin.

CANAL+  
CINEMA

21.00 BRÛLE LE SANG



Dans les quartiers populaires de Nice, un pilier de la communauté géorgienne locale est assassiné lors d'un guet-apens tendu par deux hommes à moto qui le criblent de balles. Son fils cadet Tristan, un jeune homme pieux qui aspire à devenir prêtre orthodoxe, se retrouve seul avec sa mère en deuil. C'est alors que réapparaît Gabriel, le grand frère au passé sulfureux, qui revient d'un long exil dans le but de se racheter en lavant l'honneur de sa famille.

TF1

21.10 DANSE AVEC LES STARS



Le plus célèbre parquet de danse de France rouvre enfin ses portes. Pour cette quinzième saison, un casting de haut niveau se lance dans la compétition : Laure Manaudou, championne olympique, Julien Lieb, chanteur, Stéphane Bern, Angélique Angarni-Filopon, Miss France 2025, Ian Ziering, acteur, Emma, chanteuse, Juju Fitcats, Philippe Lellouche, Maghla, "streameuse" la plus suivie de France, Samuel Bambi, humoriste, et Lucie Bernardoni. Les quatre juges sont Fauve Hautot, danseuse,...

2

20.55 LE GALA DES PIÈCES JAUNES  
Le concert événement



Pour Le Gala des Pièces jaunes, des artistes internationaux et français de premier plan se mobilisent pour lever des fonds et améliorer le cadre de vie des enfants et adolescents hospitalisés ou en souffrance. Réunis autour d'une belle cause depuis Paris la Défense Arena, ils offrent un spectacle unique fait de moments forts et de collaborations inattendues. Des artistes issus des mondes des variétés et du classique s'engagent ensemble pour créer...

TMC

VENDREDI

21.25 THE MASK



Dans l'agitation survoltée d'Edge City, où les néons clignotants des enseignes se reflètent sur le bitume et où la vie semble réserver ses audaces aux plus téméraires, Stanley Ipkiss (Jim Carrey) incarne l'antithèse même de l'aventure. Employé de banque discret, maladroit et invisiblement amoureux de sa routine, il passe ses journées à compter des billets et ses soirées à rêver en silence, accompagné seulement de son fidèle ami Charlie, un chien fidèle. Sa vie bascule le jour où il croise Tina...

CINE +  
PREMIER

20.50 2012



En 2009, le géologue Adrian Helmsley (Chiwetel Ejiofor) découvre des anomalies inquiétantes dans la structure terrestre, révélant des signes précurseurs d'une catastrophe mondiale imminente. Malgré ses avertissements aux autorités, peu de mesures sont prises pour contrer cette menace grandissante. Trois ans plus tard, Jackson Curtis (John Cusack), un chauffeur de limousine dévoué, part en camping avec ses deux enfants, Noah et Lily.

6

21.10 LES BODIN'S OUVRENT UN GÎTE



Maria et Christian Bodin en font l'amer constat : leur ferme est submergée par les factures et les frais d'entretien. Ils décident alors de trouver une nouvelle source de revenus pour sortir la tête de l'eau. Et pourquoi ne pas transformer la bâtisse en gîte rural ? Le concept a le vent en poupe avec le développement du tourisme vert et la recherche d'authenticité. Les Bodin's font tête baissée dans ce nouveau défi mais rapidement les ennuis s'accroissent. Les installations sont bricolées à la va-vite,...

CINE +  
FAMIZ

20.50 NOS JOURS HEUREUX



Été 1992. Vincent Rousseau (Jean-Paul Rouve), un jeune homme de 25 ans, prend les rênes de sa première colonie de vacances avec enthousiasme et appréhension. À bord d'un train, il doit faire face à un groupe d'adolescents turbulents, où s'opposent ceux qui ne cessent de discuter et ceux qui persistent à écouter leur musique sur leurs walkmans, créant un environnement chaotique. À leur arrivée dans un château du XIXe siècle, niché au cœur...

CANAL+  
CINEMA

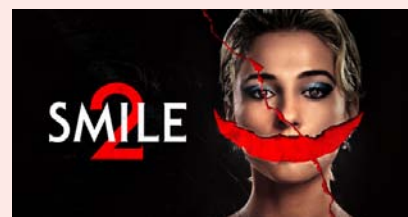
21.00 JE SUIS TOUJOURS LÀ



En décembre 1970, Rubens Paiva (Selton Mello), ancien député fédéral, rentre au Brésil après un exil forcé. Établi près de Rio de Janeiro avec sa femme Eunice (Fernanda Torres) et leurs enfants, il mène une existence discrète, tout en soutenant secrètement des exilés politiques opposés au régime en place. Sa résistance pacifique est rapidement mise en péril lorsque l'État découvre ses activités clandestines. En janvier 1971, Rubens est arrêté par un groupe armé,...

CINE +  
FRISSON

20.50 SMILE 2



Six jours se sont écoulés depuis la mort tragique de Rose Colter, et Joel, désormais hanté par la malédiction qui pèse sur lui, est déterminé à mettre un terme à cette spirale de violence. Pour se libérer, il élabore un plan audacieux consistant à éliminer un meurtrier et à faire de son complice un témoin involontaire. Cependant, ce stratagème prend rapidement une tournure dévastatrice, le conduisant à un drame sanglant et inattendu.







**France: quatre ans de prison contre un ex-sénateur pour avoir drogué une députée**



Un ancien sénateur français a été condamné mardi soir à quatre ans de prison, dont 18 mois ferme, reconnu coupable d'avoir drogué en 2023 une députée en vue de la violer.

Au terme de plus de quatre heures de délibéré, le tribunal a considéré que l'ancien élu centriste Joël Guerriau, qui plaidait l'accident, avait bien intentionnellement drogué à la MDMA une amie députée, Sandrine Josso, lors d'un dîner en tête-à-tête le 14 novembre 2023 à son domicile parisien. Il a été condamné en conséquence à 30 mois de prison avec sursis probatoire pendant deux ans, comprenant notamment une obligation de soins, et 18 mois ferme. Son mandat de dépôt est suspendu par l'appel du sénateur, annoncé à la presse après l'audience.

Devant les caméras, Sandrine Josso a exprimé son «immense soulagement» de voir sa qualité de victime reconnue sur toute la ligne par la juridiction. Le parquet avait requis dans l'après-midi quatre ans de prison, dont trois ferme, estimant que son geste était «préparé, prémédité».

**Amazon annonce la suppression de 16.000 postes dans le monde**



Le géant du commerce en ligne Amazon a annoncé mercredi dans une note à ses employés la suppression de 16.000 postes dans le monde, sans plus de précisions. «Les réductions que nous mettons en œuvre aujourd'hui auront un impact sur environ 16.000 postes à travers Amazon, et nous travaillons (...) pour soutenir toutes les personnes dont le poste est touché», a expliqué le mastodonte dans un message adressé aux employés mercredi. Il précise que de nouveaux postes seront offerts à certains salariés lorsque c'est possible.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

**Nigeria: neuf soldats tués et plusieurs disparus dans une embuscade jihadiste**



Au moins neuf soldats nigériens ont été tués et plus d'une dizaine portés disparus dans le nord-est du Nigeria dans l'embuscade de leur patrouille par des jihadistes de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), a-t-on appris mardi de sources concordantes. Des membres de l'ISWAP ont attaqué avec des explosifs

et à l'arme lourde plus de 30 militaires en patrouille à pied aux abords de la ville de Damask, dans l'Etat de Borno, près de la frontière avec le Niger, selon ces sources.

Les soldats ont été contraints de se disperser sous les tirs soutenus des jihadistes, à 25 km de leur base, a-t-il poursuivi.

Les assaillants «ont fait exploser un engin qu'ils avaient dissimulé à l'avance sur la route, augmentant le nombre de victimes et la confusion parmi les soldats», a précisé l'officier. Huit soldats ont réussi à regagner la base, tandis que les autres restent portés disparus, dont leur commandant, a indiqué le militaire.

**Etats-Unis: 38 morts dans une tempête hivernale qui frappe le pays**

Au moins 38 personnes ont trouvé la mort à la suite de la puissante tempête hivernale qui frappe les Etats-Unis, plongeant de vastes régions sous la neige, le verglas et des températures largement inférieures à zéro, selon un nouveau bilan rapporté par les médias mercredi. La tempête, qui a commencé à se former vendredi dernier, a provoqué d'importantes chutes de neige sur une large zone du pays. Les conditions météorologiques ont fortement perturbé la circulation routière, entraîné l'annulation de nombreux vols et provoqué de vastes coupures d'électricité, avant de commencer à s'atténuer mardi. Un précédent bilan faisait état de 30 décès. Les causes des décès liés à la tempête varient entre des cas d'hypothermie et des accidents cardiaques survenus lors des opérations de déneigement. Près de 200 millions d'Américains restent soumis à des alertes météorologiques jusqu'au 1er février prochain. Les chutes de neige abondantes, dépassant 30 centimètres d'épaisseur dans près de 20 Etats, ont également entraîné des coupures d'électricité à grande échelle.



## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

Quand on soupèse la sagesse de Ségolène Royal étalant ses hautes vérités on est enclin à se demander si la France n'a pas raté une occasion d'échapper au bourbier politique dans lequel elle patauge aujourd'hui. Candidate aux élections présidentielles en 2007, après avoir été plusieurs fois ministre, on lui a préféré un homme qui une fois dévoilé s'est fait connaître par le profil d'un repris de justice.

La présidente de l'Association France-Algérie était à Alger et reçue avec l'ave-nant qui lui est dû. Avec sa prestance coutumière et son franc-parler, la femme politique française a encore une fois manifesté une droiture du langage et un verbe haut. Nourrie par sa longue expé-

rience, elle ne s'est pas démarquée d'une vérité qui exige de certains cercles français un devoir de raison et de sagesse indispensables dans les relations franco-algériennes. Elle n'a pas manqué de souligner avec force la hauteur de vue des Algériens tout en insistant sur la nécessité de se débarrasser des embûches créées par des politiciens nostalgiques de l'Algérie française en manque de vision.

Les autorités politiques algériennes ne sont pas sans ignorer l'importance d'un

**ROYAL À ALGER AVEC LA ROYAUTÉ DU VOCABULAIRE**

retour à des relations apaisées entre les deux pays pour peu qu'elles s'établissent dans le respect et dans l'intérêt mutuel des deux peuples.

En la circonstance, la droite et l'extrême droite ne cessent de s'ingénier avec des bassesses remarquables pour saper et de miner ces relations. Madame Royal, avec la royauté d'un vocabulaire juste, a placé un axiome là où il doit être. Elle n'a fait du reste que reprendre, en femme politique avérée, une position légitime et saine que l'Algérie a sans cesse manifestée.

Ayant une histoire commune en partage non encore allégée par des blessures mémorielles non encore effacées, les deux pays ont tout à gagner à s'inscrire en pays adultes et souverains.

**Accord sur les migrants: le Rwanda poursuit le Royaume-Uni en justice**



Le Rwanda a engagé des poursuites contre le Royaume-Uni pour avoir suspendu les paiements prévus dans le cadre d'un accord visant à accueillir des migrants expulsés, abandonné par Londres en 2024, a indiqué mardi un responsable rwandais à l'AFP. Le Premier ministre britannique Keir Starmer a annulé ce plan, négocié par l'ancien chef du gouvernement Boris Johnson en 2022, lorsqu'il a pris ses fonctions en juillet 2024, le déclarant «mort et enterré». Londres avait déjà versé 240 millions de livres (276 millions d'euros) à Kigali avant l'abandon de l'accord, et 50 millions de livres (57,5 millions d'euros) supplémentaires devaient être versés en avril.

Kigali a cherché à engager un dialogue diplomatique avant de recourir à une action en justice, a assuré M. Butera.

L'année dernière, le Royaume-Uni a suspendu la majeure partie de son aide financière au Rwanda pour avoir soutenu l'offensive du groupe M23 en République démocratique du Congo. Kigali a riposté, qualifiant cette décision de «punitive».